

l'Anticapitaliste

n°665 | 8 juin 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



Dossier

LGBTI

Pages 6 et 7

ÉDITO

Les mettre à la retraite pour pouvoir se loger
Page 2

PREMIER PLAN

Social. «Partage de la valeur», une escroquerie pour les salariéEs
Page 2

État espagnol. De l'impasse du gouvernement progressiste à la vague réactionnaire
Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Allemagne. Sur l'état des luttes syndicales
Page 5

ACTU SOCIALE

Protection sociale. Dussopt casse le RSA et fait la chasse aux pauvres
Page 8

Écologie. Train Lyon-Turin, inutile, imposé, nuisible... c'est NO TAV!
Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Hubert Krivine sur l'intelligence artificielle
Page 12

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

POUR DES PRIDES

MASSIVES

ET DE LUTTE



édito

Par THIBAUD CATTÉ

Les mettre à la retraite pour pouvoir se loger

Vous n'attendiez rien ? Vous serez déçus quand même ! Lundi 5 juin, Élisabeth Borne a présenté les mesures retenues par le gouvernement à l'issue du travail du Conseil national de la refondation (un « machin », comme dirait l'autre) sur la question du logement. Nous écrivions dans le numéro du 25 mai qu'il n'y avait rien à attendre de Macron et son monde que le soutien aux pauvres promoteurs immobiliers (comprenez-les, ils ne vendent plus leur béton !) et des mesures en faveur de la gentrification. Gagné ! Le gouvernement avait prévenu : « Ce n'est pas en une fois qu'on résout la crise du logement ». Comprendre : « Nous ne cherchons absolument pas à régler le problème mais on fait mine d'agir, pour que ça ne nous pète pas à la figure alors que les casseroles résonnent encore ». De solution réelle, donc, aucune. En revanche, pour engraisser les actionnaires et les banquiers, il y a du monde : on va « encourager les bailleurs sociaux à s'endetter » pour construire et rénover, assouplir les règles pour obtenir un crédit immobilier (au diable le risque de surendettement, c'est un truc de pauvres !) et, comme nous l'avions annoncé, élargir le bail réel solidaire (BRS) aux catégories sociales intermédiaires (au détriment du public initial et en encourageant la gentrification des villes, donc). Cerise sur le gâteau : faire racheter par les collectivités les projets non vendus (47 000 logements !) par les promoteurs immobiliers. Nous parlions d'opération Pièces jaunes pour Bouygues, mais nous aurions dû écrire « Noël toute l'année » ! Le marché, le marché, et faire bosser toujours plus les exploités pour le satisfaire, voilà donc le cap du gouvernement, qui ne répondra jamais ni aux enjeux sociaux (4,15 millions de mal logés en France !) ni aux enjeux écologiques (+ 4 °C avant le 22^e siècle !) posés par la question du logement. L'urgence est là, sur tous les plans, et les solutions existent : il faut construire ensemble dès maintenant une société écosocialiste qui réponde aux besoins de chacun, à commencer par un toit, en partageant les logements déjà existants (3,3 millions de résidences secondaires disponibles sur le champ !). En s'y mettant toutes et tous pour imposer de changer de logiciel et dégager Macron et son monde.

BIEN DIT

Le discours [des Républicains] coche tous les clichés lexicaux diffusés par Jean-Marie Le Pen dans les années 1990 : « submersion migratoire », « immigration incontrôlée », « immigration de masse », la « décadence » de la France. C'est le b.a.-ba du bréviaire lepéniste. Le volet programmatique est un copier-coller presque complet.

CÉCILE ALDUY (sémiologue), lemonde.fr, 28 mai 2023.

À la Une

SALAIRES, RETRAITES, INÉGALITÉS, SERVICES PUBLICS, ÉCOLOGIE

Pas de justice, pas de paix

Pas de retrait, pas de paix. C'est semble-t-il l'esprit de la journée du 6 juin qui, sans surprise, s'annonce, à l'heure où nous écrivons ces lignes, comme la moins massive des journées de mobilisation contre la réforme des retraites qui ont eu lieu depuis le 19 janvier. Mais...

Que le gouvernement ne s'y trompe pas, ce souffle de colère laissera des traces bien après les « 100 jours ». Il n'y a et il n'y aura pas d'apaisement, ni le 14 juillet ni après. Car tout montre que la crise politique ouverte est loin d'être refermée.

Crise de régime

Les dernières gesticulations visant à empêcher les députés de se prononcer sur la proposition de loi du groupe LIOT pour abroger la réforme des retraites montre l'état de panique du pouvoir. La présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, a hésité avant d'opter pour l'utilisation de l'article 40, selon lequel il ne serait pas possible de voter une loi sans compenser les pertes financières qu'elle implique. Sur le fond, la tenante du Perchoir, appuyée par tout l'appareil technique constitutionnel et ses instances (Sénat, Conseil constitutionnel, Conseil d'État), se focalise sur les pertes financières (imaginaires) du régime de retraites sans voir l'immensité des cadeaux fait aux riches par la macronie, dont le dernier exemple est une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP), publiée le 6 juin, montrant que les milliardaires payent moins d'impôts que les millionnaires¹. Quel apaisement espérer ? Sur la forme, ce déni de « démocratie » pourrait n'apparaître que comme une mascarade de plus. C'est pourtant bien pire ! C'est du vol et un accaparement des institutions au profit d'une minorité. On savait certes la 5^e République et ses institutions, qualifiées de « coup d'État permanent » par Mitterrand en 1964, inaptes à nous représenter ; on mesure aujourd'hui encore davantage l'ampleur de



l'escroquerie. Quel apaisement espérer ?

Avoir des outils pour s'organiser face aux attaques

Il s'agit pour le gouvernement de sauver la peau d'un quinquennat qui tient sur cette réforme où le mensonge le dispute à l'humiliation et à la répression. Redevable le gouvernement l'est... devant les riches, les patrons et les puissants dont il défend les intérêts avec acharnement. Et toutes les réformes en cours ou à venir sont des attaques contre notre camp social : assurance chômage, RSA, loi Darmanin sur l'immigration, poursuite de la casse des services publics et de la spéculation sur le logement... Nous avons besoin de nous mobiliser, mais aussi de discuter, de continuer à être ensemble, de nous organiser, de tirer des bilans ensemble. Car nous ne devons pas laisser une minute de répit à ce gouvernement et à sa politique de casse sociale. Nous devons rester unies et organisées, à commencer par nos lieux d'études et nos lieux

de travail, où le syndicat peut et doit être un outil pour nos salaires et nos conditions de travail.

Construire du (des) collectif(s), organiser les solidarités, combattre la résignation et le repli fataliste : autant de tâches urgentes et essentielles pour tenir et résister face au néolibéralisme autoritaire, qui mène la planète et l'humanité à leur perte.

Au-delà, face à la crise politique qui s'approfondit et à l'extrême droite qui attend son heure, il devient urgent également de construire une force politique anticapitaliste, révolutionnaire, radicale, unitaire et démocratique.

Préparer les combats de demain et s'organiser

Nous devons tirer les bilans de cette lutte dont l'écho a retenti dans toute l'Europe pour que nos prochains combats soient victorieux. Certes, l'intersyndicale unie a été un puissant levier, mais il n'a pas toujours été facile d'être en grève, de mobiliser les collègues pour une reconductible, de débattre en AG nombreuses et nombreux

pour discuter de la manière de remporter le morceau face aux riches et à Macron.

Les attermolements de l'intersyndicale, qui n'a jamais réellement appelé à des grèves sur plusieurs jours, et l'absence de journées de mobilisation depuis le 1^{er} Mai pèsent aujourd'hui pour entamer un énième round sur les retraites. Mais la colère intacte ne doit pas se transformer en haine de soi, haine de son voisin ou collègue, ce qui arrangerait finalement le gouvernement et dont tirerait profit plus que jamais l'extrême droite. L'issue : se regrouper, s'unir face aux mauvais coups du gouvernement, aux salaires trop bas comme l'ont fait les ouvriers de Vertbaudet ou le font les salariéEs de Disneyland, comme cela a été fait contre la répression à Sainte-Soline et la menace de dissolution des Soulèvements de la Terre ou pour soutenir les camarades réprimés.

Dans les prochains jours, nous aurons à montrer notre solidarité envers toutes celles et tous ceux qui sont victimes de la répression, et notamment aux militantEs qui avaient conduit l'action contre l'usine Lafarge de la Malle à Bouc-Bel-Air (13) le 10 décembre dernier, occasionnant — volontairement — des dégâts pour alerter sur l'urgence climatique.

En ne comptant que sur nos propres forces ! Mais unies ! Contre toutes les discriminations, pour la retraite à 60 ans, l'échelle mobile des salaires, le partage du temps de travail, la taxation des profits pour financer les services publics et étendre le champ des biens communs.

Fabienne Dolet

1 — Anne-Sophie Lechevallier et Jérôme Lefillâtre, « En France, les milliardaires sont moins taxés que les millionnaires », *Libération*, 6 juin.

SOCIAL « Partage de la valeur », une escroquerie pour les salariéEs

Le gouvernement est en train de mettre la dernière touche à un projet de loi relatif au « partage de la valeur au sein de l'entreprise ». Ce projet est une transposition de l'accord national interprofessionnel, signé en février par le patronat et toutes les organisations syndicales représentatives CFDT, FO, CFTC, CGE-CGC, sauf donc la CGT. Cet accord, en plein conflit des retraites, avait permis au gouvernement de claironner que le « dialogue social » marchait bien.

en épargne) et enfin les primes comme la « prime Macron » rebaptisée « prime de partage de la valeur ».

Ce gouvernement refuse de donner le moindre « coup de pouce » au Smic et accorde des augmentations dérisoires aux fonctionnaires. En fait, il organise la baisse du pouvoir d'achat du salaire : selon les chiffres officiels, le salaire mensuel de base a progressé de 4,6 % sur un an (entre le 1^{er} trimestre 2022

et le 1^{er} trimestre 2023) contre 5,7 % pour les prix à la consommation. En moyenne bien sûr, la hausse des prix alimentaires dépasse 14 % ce qui (avec les prix de l'énergie) touche plus les ménages populaires que les riches. Par ailleurs, il a refusé tout impôt sur les « superprofits » de certaines entreprises comme Total. Et pourtant, Macron n'a que le « partage de la valeur » à la bouche !

Au bon vouloir des patrons

Le projet de loi prévoit des mesures dans la lignée de celles qui existent déjà et qui n'apportent aucune garantie aux salariéEs d'une année sur l'autre. Les entreprises entre 11 et 49 employéEs qui sont « rentables » devront instaurer l'une des trois mesures suivantes : mettre en place un dispositif de participation ou d'intéressement, abonder un

Un monde à changer

ILS TIRENT À VUE! D'après une enquête de *Libération*¹, les CRS ont continué à utiliser des munitions réputées dangereuses («aux risques avérés par des expertises balistiques»), notamment lors de manifestations de Gilets jaunes... En 2016, au moment d'abandonner le Flash-Ball, les autorités affirment qu'un autre fusil est bien plus précis : le LBD 40. Il est alors utilisé avec une munition appelée CTS, qui peut être tirée de 10 à 50 mètres, mais le commandement envisage de la remplacer par la MDU (munition de défense unique) qui peut être tirée de 3 à 35 mètres.

Or des essais réalisés par le Centre de recherche et d'expertise de la logistique (CREL) font apparaître d'importantes déviations verticales. La CTS monte jusqu'à 15 cm au-dessus du point visé, tandis que la MDU monte à plus de 8 cm : un tir visant le haut du torse d'une personne risque donc de frapper le cou, voire le visage. Fin 2016, considérant pourtant que sa précision est suffisante, le rapport préconise l'abandon de la munition CTS au profit de la MDU. Mais cela ne va pas se passer comme cela ! La proposition va d'abord se heurter au lobbying des CRS pour conserver la munition CTS, prétextant

que la MDU serait plus dangereuse et que «la portée maximale opérationnelle réduirait le maintien à distance des agresseurs». De plus, la hiérarchie va se montrer particulièrement désinvolte, et près de deux ans plus tard, il apparaît que les CRS ont pu conserver la munition CTS conjointement à la MDU. Or c'est un écart vertical de l'ordre de 20 cm pour la munition CTS qui est repéré d'après des tests réalisés dans l'affaire Jérôme Rodrigues, militant Gilet jaune éborgné en janvier 2019. Pour les seules années 2018 et 2019, des ophtalmologues ont recensé 40 blessures oculaires irréversibles en France, majoritairement causées par des tirs de LBD.

1 - Ismaël Halissat et Antoine Schirer, «Des LBD aux munitions imprécises et dangereuses : la police savait, mais a laissé faire», *Libération*, 5 juin 2023.

ÉTAT ESPAGNOL De l'impasse du gouvernement progressiste à la vague réactionnaire

Les récentes élections municipales et régionales en Espagne ont provoqué un séisme politique. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a subi une défaite cuisante, perdant six des huit communautés autonomes qu'il gouvernait. La droite, représentée par le Parti populaire (PP) et Vox (extrême droite), a gagné du terrain et consolidé son pouvoir électoral.

La gauche gouvernementale, y compris Podemos, a connu des défaites importantes. Podemos a même disparu à Madrid, aux Canaries et à Valence, devenant un parti résiduel dans ces régions. Cette situation a conduit le Premier ministre Pedro Sánchez à convoquer des élections anticipées pour le 23 juillet.

Une gauche de modernisation capitaliste

La question centrale est que le pouvoir progressiste n'a rien fait pour renforcer la classe ouvrière au cours de ses années de gouvernement. La politique de paix sociale s'est traduite par une baisse des salaires sans toucher aux profits. Le projet de la gauche progressiste est celui de la modernisation capitaliste et du maintien de l'Espagne dans le club de la périphérie impériale en déclin. Même si Pedro Sánchez maintenait l'arithmétique pour être au gouvernement, la restauration menée par la droite serait déjà en cours. La gauche du gouvernement, touchée et à demi assoupie après ces

élections, cherchera à se maintenir au milieu de querelles de postes sans faire un bilan critique des effets de son intégration au régime. Liée pieds et poings au bloc progressiste, son usure sociale est d'ores et déjà inéluctable. Elle se traduira à moyen terme par de nouvelles crises et des processus d'implosion. L'avenir politique présente deux scénarios possibles. Dans le premier scénario, le gouvernement progressiste pourrait être réélu, mais cela ne représenterait pas un véritable changement de cap politique. Dans le deuxième scénario, la droite remporterait les élections et Vox pourrait entrer au gouvernement. Cela impliquerait une intensification des attaques antisociales, contre les droits des personnes migrantes, les femmes et personnes LGTBIQ+ et les libertés civiles.

Construire un projet politique indépendant

Face à ces scénarios, les mouvements sociaux, syndicaux et la gauche écosocialiste et anticapitaliste doivent se préparer aux défis à



Pedro Sánchez, WIKIMEDIA COMMONS

venir. Il est essentiel de construire un projet politique indépendant du bloc progressiste et de travailler à l'ouverture d'une autre perspective politique. Les débats sur le vote et les appels à l'abstention ne sont pas suffisants. Il est temps de se préparer à renverser le régime politique existant et de défendre les intérêts de notre camp contre les attaques à venir.

La construction d'un avenir différent nécessite de semer les graines d'un projet politique écosocialiste et anticapitaliste, qui mette au centre le conflit de classe et la convergence avec les mouvements émancipateurs. Malgré la situation de minorité actuelle, il est essentiel de persévérer dans cette voie pour ouvrir de nouvelles perspectives. **Brais Fernández**



plan d'épargne salariale ou verser une prime de partage de la valeur. Le texte ouvre aussi la possibilité d'attribuer deux fois par an la «prime

Macron». Les entreprises d'au moins 50 salariéEs réalisant des «bénéfices exceptionnels» (qui les définiront) devront en négocier la définition et

le partage. Le texte propose aussi la mise en place d'un nouveau dispositif facultatif : un «plan de partage de la valorisation de l'entreprise». Il prévoit de faciliter le développement de l'actionariat salarié. Tout cela vise à assujettir encore plus le salarié au bon vouloir des patrons. Deux exemples des entours possibles sont bien connus. Tout d'abord la substitution entre primes et salaires pourtant en principe clairement illégale. Pour la seule «prime Macron», en 2022, selon l'Insee, il y a eu clairement un effet d'aubaine (pour les patrons) : environ un tiers des versements de la prime ont remplacé de vraies augmentations de salaires.

Dissimulation de bénéfices

Les salariéEs peuvent aussi être victimes de la dissimulation des bénéfices par les entreprises. Ce qui minore ce à quoi ils ont droit même dans

des dispositifs obligatoires comme la participation. Un exemple : à la suite d'une enquête pour «blanchiment de fraude fiscale en bande organisée», McDonald's a dû verser en 2022 1,245 milliard d'euros au fisc pour avoir dissimulé ses bénéfices. Pourtant les salariéEs, eux, n'ont rien récupéré des sommes qui leur avaient été volées. Et ce n'est pas le seul cas d'entreprises mises en cause pour cette raison : on peut citer par exemple General Electric, Procter & Gamble ! Dans beaucoup d'entreprises, le chantage patronal fonctionne à plein pour faire des NAO une comédie, réduire au maximum les augmentations de salaires et y substituer des primes. C'est ce que les salariéEs et la CGT de Verbaudet ont bien compris : les travailleurEs ont droit à du salaire, du vrai pouvoir d'achat et des droits sociaux. Les primes ne peuvent en tenir lieu. **Henri Wilno**

Le chiffre

143 226

«Par comparaison avec ses partenaires européens, pourtant soumis à des pressions migratoires bien supérieures, elle [la France] a pris en 2019 autant d'obligations de quitter le territoire (OQTF) que l'Italie, l'Espagne et la Grèce réunis ! 143 226 mesures d'éloignement ont été édictées en 2021», selon la revue du GISTI, Plein droit n° 136, «L'étranger, un justiciable indésirable», mars 2023.



Agenda

Samedi 17 juin, mobilisation contre le Lyon-Turin, vallée de la Maurienne. Lire le dossier pages centrales.

Samedi 17 juin, manifestation contre la loi Darmanin et pour la régularisation des piquets, Alforville. À 14h, station Alforville Maison-Alfort RER D.

17 et 18 juin, «Lip vivra. 50 ans après, ce que nous dit la lutte des Lip», Paris 10^e. Dans les locaux de Solidaires, 31, rue de la Grange-aux-Belles.

Judi 22 juin, projection-débat du film Il nous reste la colère avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 20h au cinéma Le Star Saint-Exupéry, 18, rue du 22 Novembre à Strasbourg.

Samedi 24 juin, fête du NPA avec Philippe Poutou, Angoulême. De 16h à minuit au parc de Fregeneuil : débat, meeting, concerts.

Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier. Pour s'inscrire : jeunes@nouveaupartianticapitaliste.org

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Infos et inscription sur : nouveaupartianticapitaliste.org/udt2023

NO COMMENT

On n'a pas peur de la démocratie et du vote.

AUORE BERGÉ, BFM-TV, 1^{er} juin 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org
Tirage : 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org
Directeur de publication : Julien Salingue

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault

Numéro ISSN : 2269-3696
Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



INTÉGRISME CHRÉTIEN Croisade réactionnaire en Afrique

La droite chrétienne des USA tente d'influencer à coups de millions de dollars les politiques africaines concernant les droits des femmes et des minorités sexuelles, en s'appuyant sur les églises évangélistes qui ont émergé sur le continent.

La récente actualité en Ouganda où le président Museveni a promulgué la loi réprimant les homosexuelEs, met en lumière le rôle des organisations de la droite chrétienne aux USA qui n'ont cessé de soutenir les campagnes homophobes dans ce pays. Une enquête du site « openDemocracy » montre que, depuis 2007, ces organisations ont dépensé 280 millions de dollars pour financer des activités hors USA.

Églises évangélistes et droite étatsunienne

Près de 53 millions ont été consacrés aux pays africains qui connaissent pour la plupart d'entre eux une profusion d'églises dites évangéliques. Profondément réactionnaires, elles sont opposées à l'égalité entre hommes et femmes, aux relations sexuelles hors mariage, à la contraception, à l'avortement et bien entendu à l'homosexualité. À partir de cette idéologie, les milieux ultra-conservateurs étatsuniens et ces églises vont travailler de concert. Dans les années 2000, Janet Museveni, la femme du président ougandais, a mené une campagne pour l'abstinence sexuelle présentée comme la solution contre la propagation du VIH. Au même moment, le président George W. Bush lançait son plan anti-SIDA, le « President's Emergency Plan for AIDS Relief » (PEPFAR). Les élus ultra-conservateurs mèneront une campagne avec succès pour que la tempérance sexuelle soit une des stratégies centrales du plan, en argumentant sur les prétendus succès de l'Ouganda. Ainsi en 2005, les deux tiers des fonds du PEPFAR ont été employés à promouvoir l'abstinence.

Les « militants de la morale »

Les experts considèrent que la réunion de Kampala en mars 2009 sur le thème « *The Gay Agenda. The Whole Hidden and Dark Agenda* » (La face cachée et sombre de l'agenda gay) est à l'origine de la première loi contre l'homosexualité en Ouganda. Participaient, les dirigeants étatsuniens d'Exodus International et de Defend the Family, des organisations anti-gay.

Certaines organisations comme « Human Life International » et « Heartbeat International » interviennent directement dans les pays africains. Sous le couvert d'aide humanitaire Heartbeat a développé des centres de santé maternelle. Leur but est de persuader les jeunes filles et les femmes enceintes de renoncer à l'avortement. En Ouganda, ces centres dissuadent les jeunes filles d'utiliser la contraception en prônant l'abstinence. Family Watch International mène des campagnes dans au moins une dizaine de pays du continent visant à interdire l'éducation sexuelle. Cette association organise des formations pour les hauts cadres des administrations des pays africains pour leur apprendre à négocier des projets visant à restaurer l'ordre moral.

Agenda politique

Les ultra-conservateurs des USA s'appuient sur les églises évangéliques africaines pour maintenir l'ordre patriarcal. Ces églises se soucient peu que certaines organisations comme le « World Congress of Families » ont des liens avec l'extrême droite européenne.

Dans les pays où une part grandissante des populations est confrontée à la misère, à l'insécurité et à l'absence de perspectives, les églises évangéliques servent de refuges spirituels et parfois matériels. Elles attirent des millions de personnes et deviennent un enjeu politique pour les gouvernements africains en place. Nombre de gouvernements des pays du continent sont influencés par les églises évangélistes via des ministres quand ce ne sont pas les présidents qui en sont membres. Si on pointe, à juste titre, le rôle néfaste joué par les intégristes islamistes soutenus par les pays du golfe en Afrique, on ne saurait oublier celui des évangélistes appuyés par l'extrême droite chrétienne des USA avec des agendas politiques similaires.

Paul Martial

USA Biden signe le projet de loi sur le plafond de la dette, les travailleurEs et les pauvres en feront les frais

Le projet de loi, qui lie le plafond de la dette au budget fédéral, a été adopté par les deux chambres à une majorité bipartisane, le Sénat votant par 63 voix contre 36 et la Chambre par 314 voix contre 117. La droite des Républicains, comme ceux du Freedom Caucus et les Démocrates de gauche du Progressive Caucus, a voté contre. La droite des Républicains voulait des coupes plus importantes, tandis que les progressistes cherchaient à défendre les programmes sociaux.

« Wall Street et les entreprises peuvent être enthousiasmées »

Joe Biden a démontré qu'il pouvait parvenir à un compromis bipartisan en travaillant avec le président de la Chambre des représentants, le Républicain Kevin McCarthy. McCarthy a également amélioré sa réputation, prouvant qu'il pouvait diriger la Chambre républicaine et faire passer des lois sans son extrême droite. L'adoption du projet de loi confirme que la campagne présidentielle de Joe Biden se déroulera au centre.

Le sénateur Bernie Sanders, leader historique des progressistes, a voté contre le projet de loi en écrivant à ses partisans : « À un moment où ce pays se dirige rapidement vers l'oligarchie, avec plus d'inégalités de richesse et de revenus que nous n'en avons jamais connus, je ne pouvais pas en toute conscience voter pour un projet de loi qui réduit les programmes destinés aux plus vulnérables tout en refusant de

Le 3 juin, le président Biden a signé, sans tambour ni trompette, le projet de loi qui relève le plafond de la dette étatsunienne et évite le défaut de paiement, au détriment des programmes d'aide aux travailleurEs et aux pauvres et de la protection de l'environnement.

demandeur aux milliardaires de payer un penny de plus en impôts. Wall Street et les entreprises peuvent être enthousiasmées par ce projet de loi, mais je pense qu'il nous conduit exactement dans la mauvaise direction ».

« L'avenir de la planète est plus important que leurs profits »

Bernie Sanders a également critiqué le projet de loi parce qu'il n'aborde pas la question du changement climatique. « À l'heure où le changement climatique constitue une menace existentielle pour notre pays et le monde entier, je ne pouvais pas, en mon âme et conscience, voter pour un projet de loi qui permet aux entreprises de combustibles fossiles de polluer et de détruire plus facilement la planète en accélérant la mise en place du désastreux Mountain Valley Pipeline. Lorsque l'avenir du monde est littéralement en jeu, nous devons avoir le courage de nous opposer à l'industrie des combustibles fossiles et de leur dire, ainsi qu'aux politiciens qu'ils parrainent, que l'avenir de la planète est plus important que leurs profits à court terme. »

La représentante Alexandria Ocasio-Cortez, membre du caucus progressiste qui s'est opposée au projet de loi, a déclaré : « Exigences de travail pour les bénéficiaires des aides sociales, coupes dans les programmes sociaux : je ne voterai jamais — je ne voterai



DR

jamais — pour cela. » Pourtant, a-t-elle commenté de manière révélatrice, les Démocrates ont dû fournir quelques voix pour le projet de loi afin d'éviter un défaut de paiement qui pourrait conduire à une crise économique catastrophique, alors que d'autres, comme elle, ont dû mettre les Républicains au pied du mur en votant contre le projet de loi. Elle a déclaré que même si elle s'oppose à l'accord, « nous allons travailler en équipe pour nous assurer que nous empêchons un défaut de paiement ».

Biden au « centre »

Comme l'a montré la question du plafond de la dette, Joe Biden est un modéré qui veut se positionner au « centre », ce qui implique de soumettre et satelliser son aile gauche. Le vote bipartisan de la loi sur le plafond de la dette liée au

budget a été une victoire pour lui. Il a refusé d'invoquer le quatorzième amendement à la Constitution, qui lui aurait permis de relever le plafond sans vote du Congrès, comme l'avaient suggéré les progressistes. Au lieu de cela, il a négocié avec les Républicains et a fait des concessions sous la forme de coupes limitées (par rapport aux exigences de départ des Républicains) dans les programmes sociaux et environnementaux. Quant aux progressistes de la gauche démocrate, une fois qu'ils ont été sûrs que Biden disposait de suffisamment de voix bipartisanes, certains ont symboliquement voté contre le projet de loi. Ils ont fait un vote de principe mais ce n'est qu'un vote symbolique, sans impact politique.

Le processus a été une victoire pour Biden. Il peut désormais affirmer qu'il peut travailler avec les Républicains, qu'il peut rassembler le pays. Toute cette séquence suggère que lors de la prochaine élection présidentielle, quelles que soient leurs réserves, ceux qui s'affichent comme progressistes, même s'ils exigeront des améliorations dans les programmes sociaux, finiront par soutenir Biden et travailleront à sa réélection. Il peut compter sur eux. Le système politique — contre lequel nous luttons — reste en place et semble plus fort qu'avant.

Dan La Botz, traduction HW

INTERNATIONALISME Quinzaine de solidarité avec l'Ukraine, du 17 juin au 1^{er} juillet 2023

Interview avec **Mariana Sanchez**, militante internationaliste à Ensemble! et une des animatrices de la Quinzaine de solidarité pour le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU).

Peux-tu revenir sur les activités menées par le Comité français du RESU au cours de ces derniers mois ?

Notre collectif s'est concentré principalement sur deux axes de travail au cours des derniers mois : l'exigence de retrait des troupes russes et la mobilisation pour la première année de l'invasion russe. L'enjeu était de clarifier les exigences pour parvenir à une paix juste et durable, alors que des forces politiques, de l'extrême droite à une partie de la gauche, réclament un cessez-le-feu sans revenir sur l'annexion de la Crimée et du Donbass ni réclamer le retrait des troupes russes de toute l'Ukraine. Un texte a été lancé par les organisations du RESU en lien avec des syndicats (CGT, Solidaires et FSU) et signé par de nombreuses personnalités dont des éluEs LFI, Verts et PS. Les mobilisations unitaires pour le premier anniversaire, le 25 février, s'inscrivaient dans cette dynamique et ont réuni des milliers de personnes dans différentes villes françaises.

Comment avez-vous imaginé la Quinzaine de solidarité dans ce contexte ?

Nous voulons maintenir la pression et l'information, face à ceux qui prétendent mettre un terme



au conflit sans tenir compte des volontés ukrainiennes. On organise donc une série d'événements fin juin avec les voix de nos camarades ukrainiens et ukrainiennes au centre (organisations politiques, féministes, syndicales et aussi des acteurs et actrices de la vie culturelle en Ukraine). Nous avons élaboré une charte en sept points pour que d'autres associations puissent s'inscrire dans cette quinzaine : pour une paix juste et durable pour l'Ukraine ; pour la défense d'une Ukraine indépendante et démocratique ; pour le soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien ; pour le

retrait immédiat des troupes de Poutine de toute l'Ukraine ; pour un accueil sans discrimination des réfugiés ; pour la solidarité avec les opposantEs russes à la guerre de Poutine ; pour l'abolition de la dette extérieure de l'Ukraine.

Le programme

CONCERT. Samedi 17 juin (19 h 30) Soirée antiraciste organisée par Schoolidaires avec Dubamix et Daman aux platines

MEETING. Mardi 20 juin (19 h) Meeting syndical international avec des représentantEs des syndicats ukrainiens (Bourse du travail, Paris)

DEBAT. Jeudi 22 juin (19 h)

« Quelles sont les conditions pour une paix juste et durable pour l'Ukraine ? » (en visio avec des militantEs ukrainiens)

CINÉMA. Vendredi 23 juin (20 h)

Projection de *La Cacophonie du Donbass* en présence du réalisateur, Igor Minaev, Espace Saint-Michel

MANIF. Samedi 24 juin (15 h 30)

manifestation de l'Union des Ukrainiens de France, République

REPAS SOLIDAIRE ET MUSIQUE AVEC LE GROUPE LYRA. Lundi 26 juin (19 h 30) au Lieu-Dit

DEBAT. Mercredi 28 juin (19 h) « La guerre de la Russie contre l'Ukraine, un conflit colonial ? », Cédétim

SALON DU LIVRE UKRAINIEN. Vendredi 30 juin (14 h-20 h) et samedi 1^{er} juillet (11 h 30-20 h) au Maltais rouge avec un débat, vendredi à 18 h : *Les enjeux de la langue*, avec Denys Gorbach et Daria Saburova.

Pour plus de détails sur le programme, contacter le Comité français du RESU : ukrainesolidaritefrance@gmail.com ou <https://ensemble-mouvement.com/> ukrain-quinzaine-de-solidarite/

Lorsque les prix ont fortement augmenté à l'été 2022, le gouvernement a pris l'initiative d'inviter à une « action concertée » (conférence tripartite pour un accord entre gouvernement, patronat et syndicats).

Stratégie réussie du gouvernement et du capital...

L'objectif était d'éviter des conflits plus durs. Pour ce faire, le gouvernement a décidé de permettre au patronat de convenir avec les syndicats des accords en intégrant des « primes de compensation de l'inflation » pouvant aller jusqu'à 3 000 euros, sur lesquelles aucune cotisation sociale ni aucun impôt ne seraient prélevés. Les directions des syndicats ont approuvé ce modèle, même si elles savent bien entendu que cet argent n'est pas pris en compte dans les barèmes (les futures augmentations de salaire ne seront donc pas basées sur cet argent) et qu'il n'est pas pris en compte dans les primes de vacances, la prime de Noël, l'allocation parentale ou les versements à la caisse de retraite. Pourtant, dans toutes les conventions collectives conclues depuis l'automne dernier — c'est-à-dire pour environ sept millions de salariéEs à ce jour — les paiements uniques ont été intégrés dans les conventions collectives. L'avantage pour le gouvernement et le capital est que ces 3 000 euros semblent extrêmement alléchants pour les salariéEs. Cela permet de « faire sortir la vapeur de la chaudière ».

... avec le soutien de la bureaucratie syndicale

Et c'est précisément cet effet que la bureaucratie syndicale a volontiers utilisé pour conclure des conventions collectives sans véritables grèves (donc

ALLEMAGNE Sur l'état des luttes syndicales

Les taux d'inflation élevés en Allemagne depuis la mi-2022 ont donné plus d'importance aux négociations collectives par les syndicats. Le bilan est... très mitigé.



«Ceux qui connaissent les prix demandent 8 pour cent!» WIKIMEDIA COMMONS

uniquement avec des « grèves d'avertissement »). La bureaucratie syndicale poursuit depuis longtemps une ligne cohérente visant à éviter les conflits, et veut donc éviter les vraies grèves. C'est pourquoi elle a utilisé ces versements uniques pour embellir les accords et a passé sous silence les effets néfastes de ce « doux poison ».

Pourtant, les conditions étaient cette fois-ci plutôt bonnes pour en tirer davantage : compte tenu de la très forte augmentation des prix (entre 8 et 10 % pendant des mois), la mobilisation et la combativité étaient élevées en Allemagne. Le fait que les salaires réels aient déjà baissé en 2021 et 2022 et que les prix de l'alimentation (+ 22%) et de l'énergie (+ 30 à 50%) aient beaucoup plus augmenté à également

joué un rôle, ce qui fait que les classes populaires sont bien plus touchées par l'inflation que ne le laisse supposer le taux d'inflation officiel. Outre le « doux poison », les conventions collectives présentent un autre défaut majeur : elles ont à nouveau été conclues pour de longues durées (la plupart du temps 24 mois ou plus).

Des pertes de salaires réels dans tous les secteurs

Les longues durées ont pour conséquence que — selon le secteur et le groupe de salariéEs — des pertes de salaire réel entre 4 et 7 % ont été convenues. Au fond, tout le monde le sait, mais la bureaucratie syndicale le nie ! De cette manière, elle veut dissimuler sa peur des conflits.

La cause n'en est pas simplement une « mauvaise ligne politique » de la bureaucratie, mais a de solides raisons matérielles et de pouvoir. En Allemagne, les membres des directions syndicales de la fédération DGB perçoivent des salaires élevés de 100 000 euros et plus (par an), et nombre d'entre eux siègent également au conseil de surveillance de l'entreprise contre laquelle il faudrait éventuellement faire grève (c'est le cas par exemple à la poste). Dans le secteur public, les sociaux-démocrates se trouvaient d'ailleurs des deux côtés de la table des négociations. De plus, lorsqu'une longue durée des conventions est convenue, les dirigeants syndicaux (en tant qu'appareil et a fortiori en tant que bureaucratie) ne sont pas stressés pendant deux ans.

Dans le secteur public, la ligne commune des deux côtés (patronat et direction syndicale) est redevenue très claire. Pour la fonction publique, il existe une « convention de conciliation » à laquelle chaque partie peut recourir. Si l'un des côtés fait appel à la « conciliation », toutes les grèves d'avertissement doivent cesser jusqu'à ce qu'une proposition soit faite par la commission de conciliation (ce qui prend normalement plusieurs semaines). Le syndicat aurait déjà pu mettre fin à ce contrat. Mais la bureaucratie ne veut pas le faire. Au fond, elle est tout à fait satisfaite que la dynamique de mobilisation, qui a été beaucoup plus forte cette année que les années précédentes,

soit brisée par la conciliation. Après une phase de « refroidissement », il est naturellement très difficile de relancer la mobilisation, surtout s'il faut s'imposer contre l'appareil syndical. Il n'est donc pas surprenant que les membres aient récemment accepté l'accord tarifaire dans le secteur public. Ils ne voyaient aucune chance réaliste de poursuivre la lutte contre la volonté de l'appareil.

Il s'est pourtant passé quelque chose

Au cours des trente dernières années, l'Allemagne a connu une série de graves dégradations pour les salariéEs. De manière générale, la classe ouvrière est sur la défensive et, contrairement à la France, elle n'a pas l'habitude de mener des conflits plus durs et plus longs. Pourtant, les choses ont bougé. Les grèves sont considérées comme quelque chose de « normal » (ce qui n'était pas le cas depuis longtemps). Même là où les gens ont été touchés dans leur quotidien par des grèves d'avertissement, ils ont majoritairement montré beaucoup de compréhension pour les grévistes.

On observe les premières ruptures dans l'acceptation de mauvais résultats de négociation (surtout à la poste, mais aussi dans le secteur public), même si cela n'a pas encore conduit à un rejet majoritaire d'un accord collectif.

Avec les taux d'inflation élevés des 12 derniers mois et la faiblesse des accords salariaux, pas mal de syndicalistes sont de plus en plus disposés à réfléchir à une lutte pour l'échelle mobile des salaires.

Jakob Schäfer

SERBIE/KOSOVO Instabilité locale et internationale

Les priorités géopolitiques des États-Unis et de l'UE leur imposent de critiquer les initiatives des dirigeants albanais du Kosovo qui suscitent des émeutes dans les communes à majorité serbe, se heurtant au déploiement des forces de l'Otan (la KFOR). C'est une aubaine pour le dirigeant autocrate de la Serbie proche de Poutine, Aleksandar Vučić... alors qu'il se confronte à une fronde citoyenne intérieure majeure depuis un mois¹.

Depuis l'indépendance votée par le Parlement du Kosovo en 2008, les accords durement négociés par l'UE depuis 2011 semblaient s'être conclus positivement en mars dernier : ils visaient la reconnaissance par Pristina d'une « Association des communes à majorité serbe du Kosovo », moyennant le respect par Belgrade de l'intégrité des frontières du Kosovo et de la participation du Kosovo à des instances et négociations internationales. L'application pratique de l'accord a volé en éclats et provoqué la démission en bloc des autorités des municipalités à majorité serbe. L'hostilité d'Albin Kurti, dirigeant kosovar élu en 2021³, envers tout statut d'autonomie de ces municipalités, l'a poussé à mettre le feu aux poudres : il a décidé d'organiser des élections locales et d'en reconnaître les maires malgré le boycott appelé par la liste serbe et massivement suivi. C'est le spectre de la Republika Srpska « entité serbe » de la Bosnie-Herzégovine (B&H), issue des accords de Dayton (1996) qui hante les dirigeants du Kosovo — comme d'ailleurs ceux de Kiev, avec à l'arrière-plan les impasses des « Accords de Minsk » sur le Donbass après 2014.

De Dayton et de la Republika Srpska au Kosovo

Mettant fin à trois ans de dépeçage ethnique de la B&H, les accords de Dayton léguèrent une B&H pseudo « souveraine » (dans ses frontières) mais durablement divisée en « entités » ethniquement nettoyées et dominées par les forces nationalistes



WIKIMEDIA COMMONS

bosno-serbes et bosno-croates menaçant régulièrement de sécession vers les pays voisins.

Parrainés par Washington, ces accords avaient été co-signés par Izetbegović (qui s'y trouvait légitimé comme président) mais aussi par Milošević, dirigeant de la Serbie, et Tudjman, dirigeant de la Croatie, habilités à parler au nom « des Serbes » et « des Croates » et à gérer les affaires « intérieures » de leur pays (respectivement le contrôle du Kosovo et l'expulsion de centaines de milliers de Serbes de la Krajina croate).

C'est ce constat qui a fait basculer, en 1996, une partie des Albanais du Kosovo vers la lutte armée de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) pour l'indépendance, rompant avec le combat pacifiste impulsé jusqu'alors par Ibrahim Rugova et la LDK (Ligue démocratique du Kosovo). L'UCK gagna en

popularité au fur et à mesure de sa répression par Belgrade qui la traitait comme « terroriste » comme le faisaient les États-Unis et l'UE. Cette dernière, marginalisée à Dayton, espérait un succès diplomatique de sa « politique extérieure » dans la négociation sur le statut du Kosovo à Rambouillet en 1999 en escomptant un accord avec Milošević, comme à Dayton.

La supposée souveraineté du Kosovo

Sauf que, constatant la popularité de l'UCK sur le terrain, les États-Unis décidèrent d'en faire des alliés de l'Otan (pour obtenir une base militaire au cœur des Balkans et contrer toute autonomisation de l'UE). Loin de capituler et d'être affaibli, Milošević se trouva consolidé au grand dam de son opposition libérale (alors qu'elle dominait dans toutes les grandes villes). Le fiasco militaire et politique de l'Otan en absence de mandat de l'ONU dans ce qui se transforma en guerre pendant trois mois plaça l'Alliance au bord de l'éclatement à la veille d'un anniversaire de ses 50 ans qui aurait pu décider de sa dissolution. La sortie de crise imposa la réinsertion rapide de l'ONU dans la négociation de la résolution 1244 du Conseil de sécurité. Loin des présentations mythiques du scénario de cette guerre, c'est la Serbie qui (jusqu'à ce jour) s'est revendiquée de cette résolution 1244 (votée par la Russie!) et non pas les Albanais — excluEs des négociations. Le protectorat de l'ONU (puis de l'UE) alors introduit et appuyé sur la force militaire de l'Otan (la KFOR) protégea certes le retour rapide des AlbanaisEs qui

avaient fui la guerre, mais il maintenait le Kosovo comme « province » dans les « frontières de la Yougoslavie » — ou de ce qu'il en restait jusqu'au départ du Monténégro en 2006... L'« indépendance » fort encadrée par les parrains qui en rédigèrent les conditions fut votée par le Parlement (et ratifiée par un vote populaire) en 2008.

Une police propre au Kosovo fut alors supposée remplacer la KFOR de l'Otan, illustrant une supposée souveraineté mais en fait une néo-colonisation économique du Kosovo.

Priorités de realpolitik ou « paix juste et durable » ?

La Serbie voisine continue à menacer et à instrumentaliser les minorités serbes de B&H ou du Kosovo. Mais elle n'est pas la Russie. Et l'attractivité de l'UE est forte dans les Balkans malgré les doutes croissants sur les ouvertures pratiques. Après le rejet initial de l'Otan et de l'UE, l'actuel pouvoir serbe joue sur tous les tableaux — y compris la demande d'adhésion à l'UE et la participation à des manoeuvres militaires avec l'Otan ou la Russie. Les médias sont muselés, et Aleksandar Vučić tient le pays d'une main de fer, en mobilisant l'extrême droite en soutien des Serbes du Kosovo — fort des gesticulations en sa faveur des dirigeants de l'UE ... et des États-Unis. Ceux-ci ont reproché à Albin Kurti de faire capoter l'accord négocié par l'UE et de mettre le feu aux poudres. La première sanction annoncée par Washington est l'annulation de la participation du Kosovo à l'exercice militaire Defender Europe 2023 et l'arrêt de la campagne

internationale pour sa reconnaissance. Le retour de la Kfor à la place de la police kosovar (rejetée par les Serbes) « est un mauvais signal », analyse Belgzim Kamberi, de l'Institut Musine Kokalari, un centre d'analyse social-démocrate de Pristina. « Cela signifie que la souveraineté du Kosovo sur le nord est toujours illusoire, puisque aujourd'hui la zone est directement reprise en main par l'Otan. » Dans la même logique, Macron et les dirigeants de l'UE ont exigé de nouvelles élections et la reconnaissance de « l'Association des communes à majorité serbe » comme condition d'une « intégration européenne ». Sauf que celle-ci, comme pour Kiev, prend le chemin de la nouvelle « Communauté politique européenne » sorte de « salle d'attente » sans aucune politique capable d'offrir un cadre égalitaire et progressiste aux populations concernées. On est loin des conditions de paix juste et durable.

Catherine Samary

- 1 – Des centaines de milliers de manifestantEs après plusieurs morts par arme à feu les 3 et 5 mai, notamment dans des écoles, que l'autocrate Vučić a refusé de fermer pendant que ses médias aux ordres dénigraient les protestataires.
- 2 – Une partie de l'ONU dont la Russie et cinq membres de l'UE n'ont pas reconnu le nouvel état du fait de sa non-reconnaissance par Belgrade.
- 3 – Dirigeant de l'organisation « Autodétermination » arrivé au pouvoir avec une forte majorité et un programme de gauche en 2021, qu'il n'a guère mis en pratique. Lire le dossier d'Inprecor: <https://inprecor.fr/articles/article-2428.html>
- 4 – Jean-Amault Dérens, Laurent Geslin et Simon Rico, « Kosovo, la mécanique d'une crise prévisible », Mediapart, 2 juin 2023. Lire aussi le dossier du *Courrier des Balkans*.



La saison des Marches a commencé, et cette année encore, nous prendrons la rue. LGBTI, nous prendrons la rue comme nous l'avons fait ces derniers mois contre la réforme des retraites dont l'impact sera dévastateur pour les membres de notre communauté. LGBTI, nous prendrons la rue contre l'extrême droite et ses violences. LGBTI, nous prendrons la rue contre l'offensive anti-trans et l'agitation des réactionnaires. LGBTI, nous prendrons la rue contre le racisme d'État, la loi Darmanin et en soutien aux réfugiés. Enfin, nous prendrons la rue pour construire un mouvement d'ensemble, pour défendre nos droits et en arracher de nouveaux. Nous prendrons la rue pour faire entendre une voix anticapitaliste, révolutionnaire, pour construire un monde sans exploitation ni oppression. Dossier préparé par la Commission LGBTI du NPA

FACE AUX ATTAQUES FASCISTES ET LGBTIPHOBES, FAISONS FRONT!

Ces dernières années, les violences LGBTIphobes sont de plus en plus fréquentes et augmentent en intensité. SOS Homophobie a enregistré en 2022 une agression tous les deux jours (+ 28% depuis 2021). Une augmentation de 27% des témoignages de transphobie sont enregistrés depuis 2021: refus de soins, de services, etc.

Cet emballement ne semble pas ralentir en 2023 et les attaques se multiplient contre nos lieux de lutte et d'expression. À Lyon, en mai, une exposition sur l'histoire des luttes LGBTI a été vandalisée deux fois, avant d'être définitivement retirée. Plusieurs centres LGBTI ont été victimes d'actes de vandalisme et d'attentats. Les centres et locaux d'associations LGBTI d'Arras, Avignon, Montpellier, Nantes ont été victimes d'actes de vandalisme à plusieurs reprises (crachats, jets d'urine, arrachages de drapeaux, tags et collages de stickers d'extrême droite). À la Réunion, le centre LGBTI a été victime d'un incendie criminel. Au centre LGBTI de Tours, c'est

un engin explosif qui a été lancé alors que les bénévoles étaient présents. C'est la 6^e attaque depuis le début de l'année (après les vitres brisées, le forçage de la serrure, la destruction de la boîte aux lettres, etc. Un rassemblement de soutien a été organisé vendredi 26 mai¹.

Intimidation de l'extrême droite

Tous ces actes s'intègrent dans une stratégie d'intimidation de l'extrême droite, des fascistes et des réactionnaires en général. Dans tous ces cas, la police et la justice n'agissent pas ou peu, et les plaignantEs ont toutes les peines à faire reconnaître le caractère homophobe de ces attaques. Il n'est pas nécessaire de revenir sur de la porosité de la police aux idées d'extrême droite en général, raciste et homophobe en particulier². Dès lors, comment remettre notre sécurité entre les mains de tels individus couverts et protégés par leurs collègues et leur hiérarchie? Le rôle de l'État est la préservation de l'ordre bourgeois et hétérosexuel, et le gouvernement Macron, qui fait la part belle aux

homophobes, aux anciens de la Manif pour tous, ne fait pas exception. La droite française s'inspire de la droite américaine, avec la création par les Républicains d'un groupe de travail au Sénat sur la transidentité des enfants et des adolescentEs. C'est pour cela que nous ne leur faisons pas confiance et n'attendons rien de ces institutions. Pour repousser les réactionnaires et se protéger, nous ne pouvons compter que sur notre solidarité de classe et notre capacité à allier les mouvements LGBTI et les mouvements sociaux en général.

Mettre en échec l'appareil productif capitaliste

Nos sexualités, nos identités et nos modèles familiaux portent en eux la subversion de l'ordre hétéro-patriarcal et capitaliste. Nous sommes capables de remettre en cause des modèles oppressifs établis depuis des millénaires. Il nous semble donc important pour le mouvement social de se saisir de ces questions pour saboter l'appareil reproductif. C'est une étape nécessaire à l'émancipation des travailleuses et travailleurs et à

la mise en échec de l'appareil productif capitaliste.

Les personnes LGBTI sont en première ligne des attaques de la bourgeoisie et des réactionnaires et sont particulièrement exposées à la précarité. Il est ainsi logique pour notre mouvement d'être une composante à part entière du combat social, voire d'en être à l'avant-garde. C'est pourquoi, dans la perspective d'un front unique, nous voulons repolitiser les Prides à l'intersection des luttes en solidarité avec touTEs les opprimés et les exploités. Investissons nos lieux communautaires, nos lieux de vie, de travail et d'études. Développons-y en autogestion des appareils de lutte et de propagande afin d'y réimplanter la conscience de classe, prenons des initiatives pour ne pas rester attentistes dans les mouvements sociaux. Pour ne pas laisser la gangrène fasciste se développer, organisons-nous de manière unitaire et ripostons. **Bruyère Dipsacus**

1 - <https://lanticapitaliste.org/opinions/lgbti/apres-lattentat-au-centre-lgbti-de-touraine-les-militantes-restent-determinees>

2 - Voir les enregistrements révélés par Mediapart et Arte en 2019.

RÉFUGIÉ·E·S LGBTI: LA DOUBLE PEINE?

Menacés de mort, emprisonnés, violentés, les LGBTI n'ont souvent pas d'autres solutions que de partir. Partir pour des pays qui semblent moins dangereux et plus empreints de tolérance. Mais l'arrivée n'est pas synonyme de fin de violences.

D'après l'Igla (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association), l'homosexualité est réprimée par la loi dans 69 pays du monde. Ce chiffre, bien que déjà trop important, ne prend pas en compte de nombreuses atteintes aux droits des LGBTI. Les homosexuelEs sont réprimés en Tchétchénie, enlevés puis incarcérés; iels sont alors torturés voire tués. Ce pays est membre de la République de la fédération de Russie qui a pourtant décriminalisé les relations homosexuelles en 1993. Plus récemment, en Ouganda une nouvelle législation homophobe avec une loi du président Yoweri Museveni datant du 29 mai prévoit une peine de prison de vingt ans, un risque de peine de mort (lire page 4).

Discriminations antiLGBTI, héritage de la colonisation

L'extrême droite aime à rappeler, pour justifier son racisme, que les LGBTI sont mieux lotiEs en Europe qu'en Afrique, tout en oubliant de préciser que les discriminations antiLGBTI sont un héritage de la colonisation. Sans pour autant idéaliser les conditions de vie des LGBTI vivant avant la colonisation, les Occidentaux, en imposant leur norme de genre et de sexualité et leur modèle familial unique, n'ont pas amélioré leurs conditions d'existence. De plus, l'Europe n'est pas à glorifier car elle est loin d'être un continent sûr pour les LGBTI, comme l'explique l'Ardis (Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et trans à l'immigration et au séjour). En Europe, dans des pays comme l'Arménie ou l'Albanie où l'homosexualité a été dépénalisée, les LGBTI vivent de nombreuses discriminations et sont contraintEs de vivre cachés. Pour autant, pour la France, ces pays sont considérés «sûrs» pour les LGBTI.

L'orientation sexuelle et l'identité de genre n'apparaissent pas explicitement comme motifs d'octroi du statut de réfugié par la convention de Genève de 1951. À partir des années 1990, des demandes d'asile par des LGBTI commencent à émerger dans des pays comme la France. En se fondant sur le critère de l'appartenance à un «certain

groupe social» susceptible d'être persécuté, la jurisprudence a reconnu la qualité de réfugié aux LGBTI.

Demande d'asile jalonnée de nombreux obstacles

Néanmoins, de nombreux obstacles jalonnent le parcours des LGBTI demandant l'asile. Déjà, iels doivent justifier du danger encouru dans leur pays, sachant que la catégorisation française des pays «sûrs» est erronée et iels doivent aussi justifier de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Cela se traduit par des «questions posées lors des entretiens et audiences [qui] laissent encore entrevoir une image stéréotypée de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre de la part des autorités ou, tout au moins, une représentation des sexualités trop occidentalisée», rapporte, en mai 2020 le Défenseur des droits. En plus de devoir justifier leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, iels sont souvent confrontés à une incompréhension culturelle, obligés de se définir par des catégories occidentales auxquelles iels ne s'identifient pas forcément, voire ne connaissent pas. Par ailleurs, le fait d'être réfugiéE LGBTI ne signifie pas non plus que l'on souhaite être publiquement et judiciairement out.

D'autres difficultés existent toujours une fois le statut de réfugié obtenu. Mimi présidente d'Acceptess-T dans une interview pour XY Media l'explique: «En tant que femme trans qui ne parle pas le français, avec l'état civil qui n'est pas correct et même notre apparence qui n'est pas dans la norme de la société du "cystème" hétéro-normatif. Du coup on n'arrive pas à trouver un travail.» Les femmes trans migrantes sont de fait souvent contraintes au travail du sexe.

Le projet de loi Darmanin ne fera que rendre les conditions de vie encore plus difficiles pour les personnes migrantes et en particulier les personnes migrantes LGBTI. Et même avec des papiers, les barrières restent hermétiques et les obstacles considérables que cela soit pour trouver un hébergement, un logement, un travail et pour accéder au soin. Et pour contester cela, nous reprendrons le chemin de la rue!

Hor et Lysa



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Nos sexualités, nos identités et nos modèles familiaux portent en eux la subversion de l'ordre hétéro-patriarcal et capitaliste

LES LGBTI MOBILISÉ·E·S CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES!

Depuis longtemps, les discours majoritaires (y compris au sein de notre camp social) tendent à opposer les combats entre le « social » d'un côté et le « sociétal » de l'autre. L'un est révolutionnaire et l'autre purement démocratique.

Et comme le patronat sait utiliser les divisions au sein de la classe, il ne faut surtout pas parler de racisme, de sexisme, de LGBTIphobies pour favoriser l'unité de notre classe face au patronat. Inversement, toutes les mobilisations féministes, antiracistes, LGBTI, sont soupçonnées d'interclassisme, et, de ce fait, désinvesties par les militantEs du mouvement ouvrier.

Contre-réforme des retraites

La mobilisation contre la réforme des retraites a fait voler en éclat cette fausse dichotomie. Certes, toute notre classe avait à perdre à la mise en œuvre de cette réforme. Néanmoins au sein du prolétariat, l'impact sera pire pour certaines catégories de la population, ce qui est le cas des LGBTI. En effet, nombre d'entre nous sont victimes du chômage et de la précarité, subissant des carrières en dents de scie, poussés hors de nos emplois par l'homophobie ou la transphobie. Nombre d'entre nous ont connu la rue, ont des problèmes de

santé physique ou mentale à cause des discriminations. Pour les personnes trans, il n'est pas certain que tous les trimestres cotisés sous l'ancien numéro de Sécurité sociale soient bien décomptés dans le calcul pour la retraite.

C'est pour cette raison que dès le 17 janvier 2023 est sortie une tribune « Pour une retraite joyeuse des LGBTI », signée par la Commission LGBTI du NPA aux côtés d'autres organisations (comme Acceptess-T, l'Inter-LGBT, ou les Inverties) et personnalités LGBTI (comme Fatima Daas ou Océan). Celle-ci appelait à participer aux manifestations organisées par l'intersyndicale contre la réforme, et revendiquait le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités pour touTEs.

Pink Bloc

Dans ce cadre, animé par différents collectifs (Les Inverties, FierEs, Queer Parlons Travail, le CFR, etc.), s'est structuré un Pink Bloc dans les manifs, en particulier à Paris, dès le 19 janvier. Il s'est organisé par assemblées générales et a mis en place une

Nous, LGBTI, sommes pour notre immense majorité des prolétaires

caisse de grève queer³. Celle-ci a servi en premier lieu « à soutenir les queers grévistes », mais également à « soutenir les queers précaires impactés par la grève, qui galèrent sans protection sociale et droit du salariat ».

Le Pink Bloc avait vocation à tisser les liens, pour que le mouvement LGBTI ainsi que ses membres puissent se sentir légitimes à parler de « social » et de lutte des classes, et pour que le mouvement ouvrier se sente, lui, légitime à défendre les LGBTI, puisse s'approprier ses revendications et les faire siennes. Ces cortèges, unifiant les manifestantEs autour d'expériences partagées de l'oppression, ont permis dans un premier temps de crier au reste de la communauté LGBTI que la mobilisation la concernait elle aussi, de lui offrir un point de ralliement et



Manifestation du 21 janvier 2023 à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

un espace relativement « safe » sans LGBTIphobies. Ils ont aussi servi à montrer au reste de notre classe que nous, LGBTI, existons, que nous sommes pour notre immense majorité des prolétaires. Cette démarche du Pink Bloc est donc une première étape pour la construction de fronts communs entre le mouvement LGBTI et le

reste du mouvement social, les organisations du mouvement ouvrier.

Enfin, s'il a servi à visibiliser les enjeux liés aux personnes LGBTI, le Pink Bloc a surtout fait souffler un vent de fraîcheur dans la rue à chacune des journées d'action. La lutte peut être joyeuse, festive, pleine de paillettes et de slogans

humoristiques, provocateurs... elle peut même être « camp »⁴.

Hélène Lamide

3 – <https://www.papayoux.com/fr/cagnotte/caisse-de-greve-queer>
4 – <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/on-dira-ce-qu-on-voudra/segments/chronique/117000/camp-notes-on-fashion-susan-sontag-met-gala-metropolitan-museum-of-arts-costume-institute>

DERRIÈRE L'OFFENSIVE ANTI-TRANS, UNE MENACE POUR LES DROITS DE TOUS ET TOUTES!

Le groupe LR du Sénat vient d'annoncer la constitution d'un groupe de travail contre « la transidentité des mineurs ». Ce sont les mêmes qui étaient à l'offensive pour vider la loi contre les thérapies de conversion des dispositions visant à protéger les personnes trans.

Ils suivent le même agenda politique que toutes les droites extrêmes et extrêmes droites dans le monde. Aux États-Unis, ce sont 549 projets de loi hostiles aux personnes trans qui ont été présentés depuis le début de l'année et 73 parmi eux qui ont été adoptés, tous dans des États républicains. Ces différentes lois attaquent tous les aspects de la vie des personnes trans.

Offensive à l'école

À l'école, elles interdisent d'évoquer la transidentité ou l'homosexualité dans les établissements scolaires, interdisent aux élèves trans d'utiliser les toilettes de leur genre de destination, de se faire appeler par le prénom qu'ils ont choisi, interdisent de sanctionner le harcèlement transphobe au nom de la liberté d'expression. Elles obligent les personnes trans à utiliser les services de leur genre de naissance, de participer aux compétitions sportives de leur genre de naissance. Ces lois bloquent toute possibilité de changement d'état civil, et tout accès aux soins de transition pour les mineurEs.

La Floride de Ron DeSantis, le principal adversaire de Trump à la primaire républicaine, est en pointe sur la question. Après avoir fait interdire les soins de transition pour les mineurEs, elle n'autorise la transition des adultes qu'en cas d'accord des services de l'État. La loi retire la garde aux parents qui accompagnent

MOBILISATIONS ANTI-LGBT



leurs enfants trans et place ces derniers sous la tutelle de l'État⁵. Dans tous ces États, l'offensive contre l'ensemble des droits trans a commencé par des discours qui prétendaient « défendre les enfants ». C'est en cela que le groupe de travail créé par LR est inquiétant. Comme est dangereux le lobbying mené par des groupes comme « l'Observatoire de la Petite Sirène »⁶, des groupes issus de La Manif pour tous ou des pseudo-féministes transphobes. À l'encontre du consensus médical établi de longue date, ces militants présentent les thérapies fondées

L'offensive contre l'ensemble des droits trans a commencé par des discours qui prétendaient « défendre les enfants »

sur l'acceptation de la transidentité comme dangereux pour les enfants et les jeunes. Puis, une fois le pied glissé dans la porte, ils élargissent la focale et remettent

en question l'accès à la transition pour les adultes, la possibilité de changer d'état civil...

Attaques contre le Planning familial

Les paniques morales à l'encontre du Planning familial sont significatives. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'être stérilisé pour changer d'état civil. En conséquence, de plus en plus d'hommes trans et de personnes transmasculines sont susceptibles d'avoir des besoins en termes de suivi de grossesse ou d'accès à l'avortement. Attaquer le Planning parce

qu'il assure leur accueil, c'est une façon d'attaquer le droit à la santé des personnes trans, leur droit à exister dans l'espace public, à disposer librement de leur corps. Attaquer le Planning en prenant prétexte de son caractère trans-inclusif, c'est aussi attaquer la structure féministe historique du combat pour le droit à l'avortement. Et ce n'est pas pour rien si cela se produit dans le cadre d'un backlash conservateur. Nous l'avons vu lors des débats sur la réforme des retraites, quand le RN et une partie de la droite voulaient relancer la natalité pour financer les retraites tout en limitant le recours à l'immigration. C'est une « croisade anti-genre » qui est à l'œuvre. En attaquant les droits des femmes, des personnes LGBTI, les extrêmes droites veulent restaurer le cadre de la famille hétéro dominée par le patriarcat. Cela va donc de pair avec des discours et des politiques racistes. En imposant ce cadre familial comme seule référence, en limitant l'accès à la contraception et à l'avortement, il s'agit de relancer la natalité « autochtone » face au « Grand Remplacement » pour garantir que l'Occident restera bien blanc et chrétien. Voilà le sens, en dernière instance, de l'offensive anti-trans.

Sally Brina

5 – <https://truthout.org/articles/desantis-signs-bill-to-allow-state-to-take-trans-kids-away-from-their-families/>
6 – Des critiques sont disponibles sur: <http://petitesirene.org/>

LA SAISON DES PRIDES 2023

Les Marches des fiertés ont déjà eu lieu dans plusieurs villes, notamment à Saint-Denis, Lille, Blois, Nancy et Alençon. Des Marches se tiendront dans les prochaines semaines :

10 JUIN : Arras, Bordeaux, Compiègne, Le Havre, Lyon, Nantes, Saint-Quentin, Toulouse, Vernon, Villefranche-de-Rouergue

11 JUIN : Fécamp

17 JUIN : Arles, Biarritz, Caen, Guéret, Mende, Metz, Montpellier, Quimper, Rennes, Strasbourg, Tarbes, Toulon, Tours

18 JUIN : Angoulême, Calais

24 JUIN : Aurillac, Avignon, Béziers, Brest, Cluny, Dijon, Lons-le-Saunier, Paris, Saint-Pierre de la Réunion

1^{ER} JUILLET : Amiens, Grenoble, Laval, Le Mans, Marseille, Perpignan, Quimper, Redon, Rouen

8 JUILLET : Nîmes, Saint-Paul-lès-Dax, Vannes

9 JUILLET : Nice

22 JUILLET : Annecy

29 JUILLET : Chenevelles

9 SEPTEMBRE : Limoges

TOURISME ÉCOCIDAIRE Douarnenez face à l'industrie de la croisière



NPA

C'est désormais un feuilleton au retentissement national. Ce mercredi 31 mai, l'escale du SilverCloud, paquebot transportant 254 passagers et 212 membres d'équipage, causa de sérieux remous dans le port de Douarnenez.

Et pour cause : ce navire de luxe offrant à ses riches clientEs américainEs et australienEs de venir polluer la côte bretonne n'a pas reçu l'accueil le plus enthousiaste. Une soixantaine de manifestantEs, à l'appel du collectif Sémaphore Dz, arméEs de banderoles et casseroles faisaient face à quarante gendarmes suréquipés, bien décidés à transformer le port en forteresse. À l'abri derrière ce cordon sécuritaire, madame la maire Jocelyne Poitevin refusait toujours d'ouvrir le débat avec les opposantEs. Les enjeux sont pourtant majeurs pour la ville. La mise en tourisme voulue par la municipalité a pour objectif de chasser les classes populaires en empêchant l'accès au logement à l'année, désormais remplacé par les résidences secondaires ou les meublés de tourisme type Airbnb.

4 fois plus d'oxyde de soufre que l'ensemble des 260 millions d'automobiles européennes

L'industrie de la croisière est aussi le symbole du capitalisme écocidaire. La compagnie SilverSea, armateur du SilverCloud et du SilverWind (refoulé de Douarnenez par la précédente mobilisation du 6 mai)¹, appartient au numéro 2 mondial Royal Caribbean Group, dont la seule flotte émet 4 fois plus d'oxyde de soufre que l'ensemble des 260 millions d'automobiles européennes, l'oxyde de soufre étant un polluant atmosphérique responsable du smog urbain et des pluies acides notamment. Sans compter les conditions de travail à bord, les faibles salaires des marins du Sud-Est asiatique ou l'évasion fiscale grâce aux pavillons de complaisance. C'est pourquoi nous nous opposons à toute cette industrie, à Ajaccio comme à Marseille, Barcelone ou Venise, contre les immeubles flottants comme les plus petits paquebots se vantant de « briser la glace entre le luxe et l'expédition » dans les mers polaires, pourchassant les baleines et accélérant la fonte des derniers glaciers.

Maksim, NPA Douarnenez

1 - Voir notre article du 16 mai sur le site lanticapitalist.org : « À Douarnenez, la croisière n'amuse pas ».

PROTECTION SOCIALE

Dussopt casse le RSA et fait la chasse aux pauvres

Dans la foulée de l'aggravation des attaques contre les droits des chômeurEs, « en même temps » que sont publiés les premiers décrets permettant la mise en œuvre de la réforme des retraites, que la chasse à la fraude sociale — estimée à 351 millions d'euros alors que la fraude fiscale s'élève à 14,6 milliards — vise les plus démunis, dont les retraitéEs notamment les travailleurEs immigrés, les allocataireEs du RSA sont la nouvelle cible antisociale du gouvernement Macron-Borne-Dussopt.

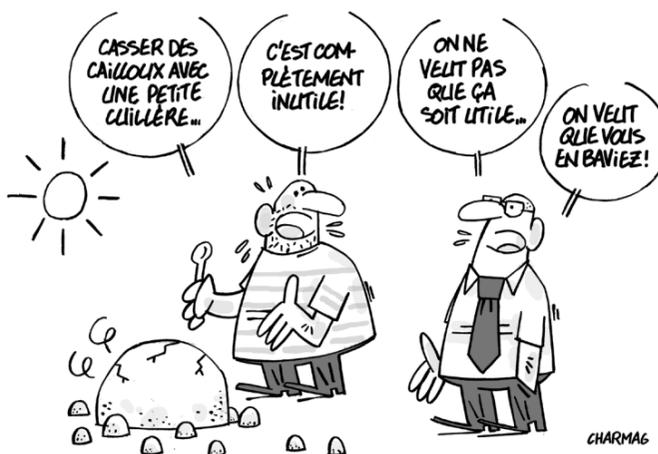
La loi mettant en place le pré-décès du RSA (revenu de solidarité active), le RMI (revenu minimum d'insertion), date de 1988. Elle précisait que « l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté constitue un impératif national ». Autant dire un devoir incombant à la société permettant aux bénéficiaires de retrouver ou de développer leur autonomie sociale.

Allocation peu coûteuse, très faible fraude et non-recours

Aujourd'hui, le RSA constitue un minimum de revenu pour 1,8 million de foyers, soit près de 4 millions de personnes avec les conjoints et enfants, pour une dépense publique de 15 milliards d'euros (prime d'activité et accompagnement compris). Un minimum de 607 euros pour une personne seule et de 1519 euros pour un couple avec trois enfants ne permettent pas de vivre. Cela représente 7 000 euros par ménage et par an, soit « l'une des aides publiques les moins coûteuses par rapport à son impact social », selon un rapport de la Revue économique¹.

Le RSA est une allocation « différencielle », c'est-à-dire que la somme versée ne fait que compléter les revenus du foyer pour permettre d'atteindre un certain montant. Les revenus de toute la famille (y compris les prestations sociales) sont pris en compte. Le RSA n'est accordé qu'après une instruction longue et fouillée des caisses d'allocations familiales (CAF). Les nombreux contrôles ne révèlent que 1% de fraude au RSA sur le total des contrôles effectués par les CAF sur leurs prestations, dont la moitié concerne le RSA. Un tiers des personnes qui y ont droit ne demandent d'ailleurs pas l'allocation. Les allocataires cumulent souvent de très grandes difficultés : faible niveau de diplôme et de qualification, problèmes de santé, de garde d'enfant, de logement, de déplacement, qui rendent le retour rapide à l'emploi souvent problématique et nécessitent des approches et des moyens spécifiques.

RSA ET TRAVAIL OBLIGATOIRE



CHARMAG

Stigmatisation

Au fil du temps et des reculs sociaux, cette conception de la solidarité a été régulièrement mise en cause. Tandis que le nombre d'allocataires augmentait, les idées de désincitation au retour à l'emploi, de paresseuxEs assistés étaient répandues par les responsables politiques et les « grands » médias. Lors de la campagne présidentielle, Macron indiquait qu'il y aurait pour les allocataires RSA une « obligation de consacrer de quinze à vingt heures par semaine pour une activité permettant d'aller vers l'insertion professionnelle ». Le 25 avril, répondant à une caserolade lors d'un déplacement dans l'Hérault, il opposait aux allocataires du RSA « les classes moyennes » c'est-à-dire « ceux qui comptent pour l'essentiel sur leur travail pour vivre, pas sur les aides sociales ni sur un gros patrimoine ». Depuis le début de l'année, 18 départements et la métropole

de Lyon expérimentent ces dispositions. Dussopt explique que « tous les allocataires des territoires d'expérimentation seront amenés à signer un contrat d'engagement sur la base d'un accompagnement intensif avec une cible de quinze à vingt heures par semaine ». Un accompagnement qui pourra prendre plusieurs formes : immersion et formation en entreprise, démarche sociale accompagnée, ateliers collectifs, activité citoyenne, accompagnement à la création d'entreprise, intégration dans un chantier d'insertion, etc., et censé rendre possible « une adaptation aussi fine que possible à la situation de la personne » et non pas « par une logique d'activité obligatoire non rémunérée et assimilable à un emploi ».

La mise en œuvre de la réforme impliquerait des moyens exceptionnels peu compatibles avec les objectifs de réduction du déficit budgétaire du gouvernement. Il

faudrait recruter 3 600 conseillerEs à l'emploi et embaucher de nombreux travailleurEs sociaux pour accompagner les allocataires, notamment les plus éloignéEs de l'emploi, dans une reprise d'activité, mais aussi déployer les politiques permettant de faciliter l'accès au permis de conduire, à la garde d'enfant, au logement, aux soins.

Répression

A contrario, c'est dans la logique de stigmatisation que s'inscrivent les mesures envisagées. Elles consisteraient à traiter les allocataires du RSA comme des demandeurEs d'emploi ordinaires et à les soumettre aux mêmes obligations et sanctions que ceux-ci. C'est ce que suggère le rapport du Haut Commissaire à l'emploi, Thibaut Guilluy, qui propose qu'un même contrat d'engagement soit signé par tous les demandeurEs d'emploi, et s'attarde sur les sanctions à appliquer en cas de non-respect. Après avoir indiqué qu'elles seront « adaptées aux caractéristiques de chaque personne » et ne seront pas automatiques, le rapport propose la mise en place, « en complément des sanctions prévues par les textes actuels », d'un nouveau type de sanction, dite « suspension remobilisation », rapidement applicable et utilisable dès le début du parcours.

Au vu des conditions évoquées par Dussopt, la Seine-Saint-Denis s'est retirée de l'expérimentation la métropole de Lyon et les départements d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique préviennent qu'il ne doit pas « être question de créer un RSA sous condition renforçant les devoirs des allocataires et les sanctions à leur rencontre ».

Robert Pelletier

1 - Revue économique, vol. 73, n°5, 2022.

LGBTI Des Prides déterminées

Quelques villes ont vu défiler des Prides ce samedi 3 juin, dont Nancy, Alençon et Lorient.

À Nancy, 3 000 personnes très motivées de toutes les couleurs, de tous les âges, de tous les sexes, valides ou pas ont marché sous un soleil de plomb, en lançant aussi quelques slogans sur les retraites. Le cortège syndical, animé par la FSU et la CGT, était très suivi. Alençon, pour sa 5^e Pride, a rassemblé 400 personnes. Un peu moins que l'an passé. Les jeunes et les familles étaient là, mais les militantEs des syndicats et organisations politiques étaient absents (hormis quelques Solidaires et nombre de NPA). Depuis deux ans pourtant, l'association organisatrice Orn'en Ciel politise la marche.

Cela se traduit par une éviction des prises de parole des éluEs socialistes (et Macron compatibles) de la mairie, remplacées par les discours combatifs de l'association. Lorient organisait sa 3^e Pride, réunissant 1 500 personnes, en augmentation par rapport aux précédentes. Les politiques n'étaient pas invités à s'exprimer. D'ailleurs la plupart des organisations politiques et syndicales étaient absentes hormis Solidaires, l'UCL et le NPA et des militantEs (LFI notamment) à titre individuel. Après la manif le village associatif réunissant les principales associations LGBTI de l'agglomération ainsi que AIDES s'est transformé en dancefloor jusqu'à 18 h 30 et c'était sympa...

Et puisque la journée était ensoleillée, pourquoi ne pas la terminer par une caserolade à l'occasion d'une visite inopinée du ministre de l'Éducation nationale!

Correspondante

NUCLÉAIRE Les antinucléaires contre-attaquent

Samedi 3 juin, des représentantEs de 44 associations, syndicats et partis, dont des militantEs du NPA, se sont réunis à Paris et ont réaffirmé dans un communiqué, que nous publions ici, leur volonté de s'opposer à la relance du nucléaire.

Le mouvement antinucléaire s'organise pour contre-attaquer la relance du nucléaire militaire et civil, et tous les projets qui en découlent. Une première assemblée a eu lieu ce samedi 3 juin 2023 pour coordonner de futures actions contre le nucléaire et son monde.

Le nucléaire n'est bon ni pour la planète, ni pour son climat, ni pour la paix.

Dangereux et désastreux pour l'environnement, le climat et l'humanité, le nucléaire est une industrie du passé. Il n'a aucune solution pour ses propres déchets. Le pire est donc à venir si le gouvernement français parvient à lancer

un nouveau programme nucléaire! Car la survie du nucléaire, c'est aussi celle du consumérisme et de cette folle course en avant dont nous ne voulons pas.

Au contraire, une écologie sociale et solidaire est à construire de toute urgence. Nous ne pouvons plus différer sa mise en œuvre.

Le nucléaire et son monde, stop!

Les dirigeants industriels et politiques français tentent d'imposer des projets nucléaires par nature nuisibles : construction de nouveaux réacteurs, prolongation de vie des réacteurs actuels, enfouissement des déchets les

plus radioactifs à Bure, nouvelle piscine à La Hague...

C'est pourquoi les différentes composantes du mouvement antinucléaire français ont décidé de se regrouper face à cette urgence et d'unir leurs forces lors de futures actions qui seront organisées dans les mois à venir.

Des rencontres auront lieu tout l'été et seront autant d'espaces où le mouvement anti-nucléaire continuera de se retrouver pour se préparer.

Retrouvez l'agenda dans le détail ici : https://paris3juin.noblogs.org/La_Coordination_Anti-Nucléaire

Plus d'une centaine de représentantEs, 44 associations, syndicats et partis réunis à Paris.

ÉCOLOGIE Train Lyon-Turin, inutile, imposé, nuisible... c'est NO TAV!

À première vue, le développement du train (ici une ligne à grande vitesse entre Lyon et Turin) pourrait paraître une bonne idée pour limiter le « tout camion » dans un contexte d'urgence climatique. Mais la réalité est tout autre... Revenons sur quelques arguments et préparons la mobilisation des 17 et 18 juin!

Tout d'abord, l'investissement nécessaire approche les 40 milliards d'euros, financés notamment par la SNCF et l'État. Mais une fois les travaux accomplis, l'installation sera donnée au privé qui en récoltera les profits! Or cet investissement colossal, dont les coûts sont socialisés et les profits privatisés, se fait au détriment d'autres, nécessaires pour l'amélioration des lignes existantes, la sécurité des voyageurs, le développement de lignes utiles, l'entretien des infrastructures et des services publics, en France comme en Italie.

Des solutions moins chères et moins nuisibles

Pour améliorer le transport de marchandises en train dans cette région, d'autres solutions existent, plus immédiates et moins chères. Mais pour nous vendre le projet, ses promoteurs n'hésitent pas à déformer les faits, voire à mentir: ils surestiment le gain qu'apporterait cette ligne à la fois en marchandises transportées et en temps gagné et organisent la sous-exploitation de la ligne actuelle.

Du point de vue écologique, le chantier lui-même produirait une

pollution importante notamment en émissions de CO₂. Outre l'artificialisation du sol et l'accaparement des terres agricoles, la mise en œuvre du projet aurait des conséquences dramatiques sur la biodiversité, et perturberait de manière irréversible la circulation de l'eau de montagne. Sur cette question de l'eau qui devient extrêmement sensible, le projet ne respecte même pas les directives européennes, et des zones sont déjà impactées par la crise hydrique!

Transporter moins et décider ce qu'il est indispensable de produire

Fondamentalement, ce projet s'inscrit dans la logique des grands projets productivistes de la fin du 20^e siècle comme l'était celui de l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes. Il s'agit de transporter toujours plus de marchandises, alors qu'il est urgent de transporter moins et de poser les questions de ce qui est utile ou pas, de ce qu'il faut produire et de la manière de le produire en favorisant les circuits courts. Le Lyon-Turin est le symbole de la société capitaliste fondée sur la surconsommation et l'accélération alors que, comme le



dit l'écrivain italien Erri de Luca, « la modernité, ce n'est pas d'aller plus vite mais d'avancer de manière consciente ».

La mobilisation contre ce grand projet inutile dure depuis trente ans, en particulier du côté italien. Des collectifs locaux existent aussi côté français. Ils appellent à la prochaine échéance de mobilisation les 17-18 juin avec Sud Rail et la Confédération paysanne.

L'appel a été repris par les Soulèvements de la Terre ce qui lui donne un écho plus important qu'initialement. Cette mobilisation se place dans la lignée de celle de Sainte-Soline ou de celles contre les autoroutes Toulouse-Castres et à l'Est de Rouen, mais aussi de celles contre les ZFE ou les extensions industrielles qui prennent sur les terres agricoles et les ressources en eau, polluent et accélèrent le réchauffement climatique. Il s'agit de dénoncer les mécanismes financiers et politiques qui sous-tendent ces projets au détriment de véritables choix écologiques, sociaux et démocratiques.

L'enjeu de la mobilisation dépasse la seule question du Lyon-Turin. L'accélération de la crise climatique rend les choix en termes de transports cruciaux. La mobilisation de Notre-Dame-des-Landes l'a prouvé: il est possible de gagner contre l'État, les géants capitalistes du BTP et des transports. Alors les 17 et 18 juin, toutes en Maurienne contre le Lyon-Turin!
CorrespondantEs

RETRAITES Les vieux travailleurEs immigrés, victimes de mesures de coercition

La réforme des retraites a été dénoncée, à justice titre, pour son caractère antisocial. Et la méthode gouvernementale pour la faire passer, comme antidémocratique. Un aspect a été largement passé sous silence: son caractère raciste. Un amendement, proposé par la droite LR et approuvé par le gouvernement, attaque encore un peu plus les misérables droits dont « bénéficient » les migrantEs retraités, souvent appelés Chibanis.

Recrutés dans leur pays d'origine, souvent les pays du Maghreb, dans les années 1960 pour satisfaire un besoin de main-d'œuvre bon marché dans la métropole impérialiste, lié à l'essor économique de l'époque, ils ont été assignés aux tâches les plus dures et les moins bien payées.

Exil et pension de retraite dérisoire

Depuis des décennies, ces dernierEs subissent la brutale inhumanité et l'injustice raciste de l'État qui refuse à ces vieux travailleurs, souvent malades, de percevoir dans leur pays d'origine l'ASPA (Allocation de solidarité pour personnes âgées), la maigre allocation que beaucoup d'entre eux touchent faute de pouvoir justifier de droits à la retraite malgré des années de travail. Premières victimes des crises successives, souvent au chômage, ils ont été souvent la proie de patrons sans scrupules qui les ont surexploités et ne les ont pas déclarés. À la fin de leur vie professionnelle, ils perçoivent des retraites dérisoires et ne survivent que grâce aux aides sociales comme l'ASPA.

SORTIES RACISTES DU GOUVERNEMENT



Obligation de résidence en France augmentée de 3 mois

Pour percevoir cette allocation, qui pour beaucoup est une aide financière précieuse pour la famille restée au pays, ils étaient obligés, jusqu'à présent, de vivre au moins six mois loin de leurs proches pour toucher ce qui leur revient de droit. Et c'est à ce droit que s'attaque cet amendement qui devrait entrer en vigueur le

1^{er} septembre et qui les obligerait à résider au moins 9 mois en France sous peine de perdre leur droit à l'ASPA.

En théorie, cette mesure devrait s'appliquer à tous les retraités allocataires de l'ASPA mais ce sont bien les chibanis qui sont les premières cibles de contrôles administratifs permanents, abusifs et tatillons, toujours à charge, et sans possibilité de contestation. Et, à

la moindre occasion, suppression de l'ASPA et même réclamations de remboursement d'« indus » qui aggravent leurs conditions matérielles d'existence. Ils sont déjà les premières victimes de la chasse aux pauvres sous couvert du mantra gouvernemental de « lutte contre la fraude ». La réforme des retraites leur rendrait la vie impossible. Cette nouvelle aggravation n'est qu'un moyen de supprimer purement et simplement leurs droits et d'attendre cyniquement qu'ils meurent! Après l'émoi suscité par le film *Les Tirailleurs*, Macron s'est fendu d'un geste purement démagogique et cynique vis-à-vis de quelques anciens combattants sénégalais qui sont encore vivants, à l'occasion de la réception d'une délégation à l'Élysée le 14 avril. Au seuil de leur mort, l'État leur a accordé — généreusement! — que le versement de leur allocation ne soit plus soumis à la condition de résidence en France. Évidemment rien pour les autres assignés à résidence, condamnés par l'État impérialiste à vieillir dans le dénuement et à mourir en France, loin des leurs.
Josie Boucher

SALAIRES

Une victoire digne pour les salariéEs de Vertbaudet

Après presque deux mois et demi de grève, la CGT de Vertbaudet signe un accord avec la direction de l'entreprise. Les salariéEs peuvent retourner au travail la tête haute après avoir gagné une augmentation salariale qui va de 90 à 140 euros net (selon l'ancienneté), l'embauche de 30 intérimaires et aucune perte de salaire pour les jours de grève. Une victoire... et un regain de confiance en la grève.

De par sa durée et son écho national, la grève de Vertbaudet, menée presque exclusivement par des femmes ouvrières, assume une dimension symbolique très forte. Elle démontre la capacité des exploités et des opprimés à relever la tête, à s'organiser et à engager un rapport de forces avec la classe possédante. Le niveau d'exploitation et d'humiliation était devenu insoutenable, ce qui a déclenché un geste de rébellion contre la toute-puissance et le mépris sexiste du patronat. À leur lutte légitime, l'État des patrons a répondu par une répression policière d'une rare violence. Une salariée a été étranglée violemment pendant l'évacuation du piquet de grève. Un délégué CGT du site a été agressé à proximité de son domicile.



Rebâtir le collectif par la grève

La grève a permis de mieux connaître ses collègues, de discuter, réfléchir, se forger un esprit critique. Les grévistes sont devenuEs une force collective qui est consciente de son rôle dans la production des richesses et qui est capable de s'organiser. En accompagnant les grévistes au quotidien et en favorisant l'organisation de la grève dans la durée, le rôle de la CGT a été crucial, ce que confirment d'une manière unanime les salariéEs. Tandis que l'organisation du travail capitaliste divise, individualise et met en concurrence, l'expérience de la grève unit, socialise et permet la mise en commun des expériences et des moyens d'action. C'est ce que nous révèle Claudia, une salariée du pôle logistique: « Au travail, tout est fait pour que les gens ne se rencontrent pas, nous avons des horaires de pause décalés; sur le piquet, nous avons appris à nous connaître ».

Le bras de fer final

Les négociations n'ont pas été faciles. À la veille de la signature de l'accord, l'ambiance sur le piquet était tendue, entre celles qui considéraient que la proposition de la direction était acceptable et celles qui pensaient que la vraie bagarre venait de commencer. Les salaires des ouvrièreEs étaient en dessous de la grille fixée par les accords de branche. Les grévistes n'étaient donc pas toutes et tous d'accord pour considérer le respect de la grille comme une augmentation mais plutôt comme un droit déjà acquis dont ils et elles avaient été privéEs. L'accord a été signé ce vendredi 2 juin et, quoi qu'il en soit, la fin de la grève est tenue pour une victoire. Très longue et dure financièrement, la bataille des Vertbaudet commençait en effet à devenir de plus en plus difficile. Une dizaine de salariéEs avaient demandé à réintégrer leur service, et les problèmes individuels commençaient à peser dans la balance. L'UL CGT de Tourcoing n'était pas en mesure de fournir des certitudes sur les fonds disponibles et, tout en veillant à ce que le collectif reste soudé, semblait être pressée de mettre fin au bras de fer. Exemple, cette grève va marquer les consciences de ceux et celles qui l'ont vécue et permettra à d'autres de franchir le cap en préférant la lutte à la résignation fataliste.
Hélène Marra



En route vers une formule renouvelée

L'hebdo va changer! C'est sûr! Voilà dix ans que L'Anticapitaliste existe sous cette forme, ce qui est sûrement une bonne raison, s'il en fallait une, pour apporter un peu de changement.

Et puis, voilà, les contraintes matérielles sont là: on doit changer de machine pour l'imprimer, donc changer de papier, donc changer de pagination pour rester dans nos budgets. Point positif, nous allons mettre un peu de couleurs dans ce journal. On travaille donc sur une formule papier allégée, légèrement renouvelée, tout en continuant à améliorer notre site. Pour nous y aider, et surtout pour mieux vous connaître et prendre en compte vos attentes afin améliorer notre presse et notre communication à court ou moyen terme, vous pouvez remplir le questionnaire ci-dessous, également disponible sur le site.



À découper et à retourner avant le 30 juin à L'Anticapitaliste Questionnaire – 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Renseignements:

- Genre.....
- Âge.....
- Profession / secteur d'activité / statut.....
- Ville.....
- Membre du NPA: oui non
- Êtes-vous membre ou proche d'une autre organisation politique? oui non
- Laquelle.....
- Syndicat: CGT Sud FO CFTD FSU
 Autres (précisez):.....
- Êtes-vous actifE dans une association? oui non
- Lisez-vous L'Anticapitaliste? sur papier en ligne les deux
- À quelle fréquence de lecture de L'Anticapitaliste:
 toutes les semaines tous les quinze jours tous les mois
 tous les trimestres moins souvent
- Vendez-vous L'Anticapitaliste? oui non
- Participez-vous aux ventes de L'Anticapitaliste? oui non
- Si oui dans quel contexte? manifestations événements locaux
 tractages autres, précisez:.....
- Où achetez-vous L'Anticapitaliste?
 abonnement ventes publiques de la main à la main
- Êtes-vous abonnéE à la revue L'Anticapitaliste? oui non
- Êtes-vous abonnéE à Inprecor? oui non
- Êtes-vous abonnéEs à la chaîne YouTube L'Anticapitaliste?
 oui non

Comment vous informez-vous?

- Quels journaux ou quels sites d'information lisez-vous?
 Le Monde Libération l'Humanité Mediapart Reporter
 le Monde diplo ESSF Politis chaînes YouTube (ou médias indépendants en ligne) presse régionale aucun
 autres:.....
- Quelles chaînes d'informations en ligne et contenus vidéos regardez-vous?
 Blast Le Média Mediapart David Dufresne (Au poste)
 Arrêt sur images Là-bas si j'y suis Révolution permanente
 Backseat/Jean Massiet Usul (Twitch) Ostpolitik (Twitch)
 autres (précisez):.....

Votre opinion sur L'Anticapitaliste l'hebdo

- **Appréciation générale:**
 très satisfaitE satisfaitE insatisfaitE très insatisfaitE
- **Par quelle page commencez-vous la lecture du journal L'Anticapitaliste?**
 pages 2-3 «premier plan» pages internationales
 dossier en pages centrales pages sociales Vie du NPA
 page culture dernière page
- **Trouvez-vous dans L'Anticapitaliste des informations que vous ne trouvez pas ailleurs?** oui non
- Exemples:.....
- **Trouvez-vous des analyses dans L'Anticapitaliste que vous ne trouvez pas ailleurs?** oui non
- Exemples:.....

- **L'Anticapitaliste vous sert-il d'un point de vue politique – discussions autour de vous, mobilisations et initiatives?** oui non
- Exemples:.....

Votre opinion sur le site internet L'Anticapitaliste

- **Identifiez-vous bien le site de L'Anticapitaliste par rapport à celui du NPA?** oui non
- **Consultez-vous le site de L'Anticapitaliste à partir**
 d'un ordinateur d'une tablette d'un téléphone?
- **À quelle fréquence allez-vous sur le site de L'Anticapitaliste?**
 toutes les semaines tous les quinze jours tous les mois
 tous les trimestres moins souvent
- **Que lisez-vous en premier sur le site de L'Anticapitaliste?**
 les articles de la page d'accueil les articles de l'hebdo
 les articles de la revue les vidéos
- **Sur quels réseaux sociaux lisez-vous L'Anticapitaliste?**
 Facebook Twitter Instagram Tik Tok
- **Partagez-vous les articles de L'Anticapitaliste en ligne?** oui non
- Si oui, comment? avec des comptes personnels sur les réseaux sociaux avec les comptes locaux du parti
- **Sur le site, souhaiteriez-vous lire plus fréquemment des articles écrits pour le site uniquement?** oui non

Votre opinion sur la chaîne vidéo YouTube de L'Anticapitaliste et ses contenus sur les réseaux sociaux?

- **Appréciation générale, sur les vidéos:**
 très satisfaitE satisfaitE insatisfaitE très insatisfaitE
- **Appréciation générale sur les contenus réseaux sociaux:**
 très satisfaitE satisfaitE insatisfaitE très insatisfaitE
- **Quelles sont les formats de vidéos que vous regardez ou appréciez le plus sur la chaîne YouTube de L'Anticapitaliste?** le Poing hebdo
 l'émission les entretiens les reportages Parti Pris / A contre-courant les conférences (université d'été) les meetings
- **À quelle fréquence regardez-vous nos contenus vidéos?**
 à chaque nouvelle publication plusieurs fois par mois
 une fois par mois une fois de temps en temps jamais
- **Comment accédez-vous aux contenus vidéos?** YouTube
 Twitter Instagram Facebook le site newsletters
 autres (précisez):.....
- **Quels contenus partagez-vous le plus?:** les vidéos
 les liens des articles les communiqués ou articles visuels (Instagram) autres (précisez):.....

Vos souhaits pour L'Anticapitaliste hebdo papier

- **Quels thèmes vous intéressent particulièrement?**
 politique international luttes des salariéEs
 luttes contre les oppressions féminisme LGBTIQ+
 antiracisme/migrantEs écologie histoire culture
 marxisme et stratégie vie du NPA - activités des comités
- **Que recherchez-vous?**
 des informations des analyses des débats vie du NPA
 autres:.....
- **Souhaiteriez-vous un format:**
 plus petit plus grand identique?

- **Souhaiteriez-vous des articles:**
 plus longs plus courts variables?
- **Souhaiteriez-vous qu'il y ait un courrier des lecteurs?** oui non

Aider la rédaction de L'Anticapitaliste

- **Vous arrive-t-il individuellement ou dans le cadre de votre comité d'écrire pour le journal ou pour le site?** oui non
- **Seriez-vous prêtE à aider L'Anticapitaliste (hebdo papier et site)?**
 oui non
- Si oui...
- **Pourriez-vous faire remonter des informations (articles) à la rédaction?** oui non
- **Dans quels domaines?**.....
- **S'agirait-il de** articles photos vidéos?
- **Pour quel support en priorité?**
 hebdo site/chaîne YouTube RS
- **Avez-vous des camarades qui peuvent et souhaitent rédiger des articles et des compte rendus sur les actions et les luttes locales?**
 oui non

Merci d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire. Vous pouvez nous faire part de toutes vos suggestions pour le journal L'Anticapitaliste

À très bientôt

L'Anticapitaliste
n°146 | MAI 2023 | 4,5€
la revue mensuelle du NPA

CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME, LE COMBAT CONTINUE

Le n°146 de L'Anticapitaliste la revue est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à: **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Les comités en action!

À Montpellier, les Jeunes anticapitalistes... et féministes.

Près de 60 personnes étaient présentes dans notre local lundi 22 mai pour notre réunion publique dont le thème était « Pour un féminisme révolutionnaire ». Notre invitée, Aurore Koechlin, militante, sociologue et féministe, auteur de *La Révolution féministe* et de *la Norme gynécologique*, est revenue sur l'histoire du féminisme, ses théories, ses stratégies, son actualité.

Aurore Koechlin a fait le portrait d'un féminisme lutte des classes qui se nourrit aussi des théories intersectionnelles. Au cœur de ce féminisme, la conviction que pour notre émancipation collective, c'est toute la société qu'il faudra renverser. Cela, sans entrer dans une vision universaliste de la lutte féministe, sans nier la spécificité de nos oppressions et leurs intersections. Un féminisme qui analyse le lien entre patriarcat et capitalisme, autour de la théorie de la reproduction sociale.

Ce qui nous amène à des réflexions stratégiques, portant d'un côté la nécessité de travailler à l'unité avec les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, comme l'a montrée la lutte contre la contre-réforme des retraites où la revendication féministe était assez unanime et a permis notamment de construire la grève des femmes du 8 mars. Mais aussi, d'un autre côté, la nécessité de construire l'autonomie du mouvement féministe et des concernés. La discussion avec la salle qui a suivi était très riche de diverses opinions exprimées et des débats. Au sein de notre local, la réunion a suscité un certain engouement et le public est sorti satisfait, en témoigne le succès de la vente de *La Révolution féministe* mais également de la buvette et du buffet organisées par le comité jeunes pour financer les Rencontres internationales de jeunes de cette année!

Alors comme mot de la fin, n'oublions pas : le 8 mars ce n'est pas assez, féministes toute l'année!
Correspondante

À Rouen, Radical et unitaire, le meeting du NPA a rencontré un franc succès.

Au moment où allait commencer, ce 31 mai, la réunion publique organisée par le NPA à Rouen, les militantEs qui s'étaient mobilisés depuis plusieurs semaines pouvaient le constater avec satisfaction : le succès était au rendez-vous. La salle de 200 places était pleine. S'y côtoyaient des militantEs que nous connaissons, et/ou avec qui nous militons au quotidien, et d'autres, jeunes et moins jeunes, venuEs pour en savoir plus sur le NPA, et ses propositions. Une vingtaine de ces dernierEs ont laissé leurs coordonnées à l'issue de la réunion afin de continuer à être informés sur nos activités et pour certainsEs y participer.

L'internationalisme n'étant pas pour le NPA un « supplément d'âme », c'est d'abord Daria Saburova, chercheuse franco-ukrainienne et militante du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, qui a pris la parole. Elle a illustré par des témoignages poignants et des exemples concrets, la résistance légitime d'un peuple à l'agression et l'oppression de l'impérialisme poutinien. Elle a appelé à une extension de la solidarité avec cette résistance, et les mouvements sociaux et politiques qui l'incarnent.

Nos deux porte-parole Christine Poupin et Olivier Besancenot se sont ensuite attachés à présenter l'analyse de la situation et les propositions du NPA.

Olivier a montré l'échec de Macron à « fermer la parenthèse » des retraites, la crise sociale et politique pouvant rebondir à tout moment. Il a insisté sur la nécessité et l'urgence dans ce contexte et face à la montée de l'extrême droite d'une alternative à la fois unitaire et radicale, ces deux termes étant non pas contradictoires mais complémentaires. Christine a poursuivi en montrant l'imbrication entre les questions sociales, écologiques, féministes et démocratiques, et a tracé les grandes lignes d'un projet écosocialiste, en rupture avec le productivisme capitaliste, organisant la production et la répartition des richesses en fonction des besoins démocratiquement débattus et des nécessités écologiques.

Le débat a permis de préciser plusieurs aspects de ces interventions¹. Dès le mois prochain, le NPA de l'agglomération rouennaise a donné rendez-vous aux participantEs pour un nouveau débat sur le thème : « Écosocialisme ou barbarie ? »

CorrespondantEs

1 - La vidéo de cette réunion est en ligne sur le site national du NPA : <https://nouveauantipartitcapitaliste.org/videos/meeting-du-npa-rouen-avec-olivier-besancenot-christine-poupin-et-daria-saburova>

Documentaire

Des cailloux dans la chaussure, de Mickaël Damperon

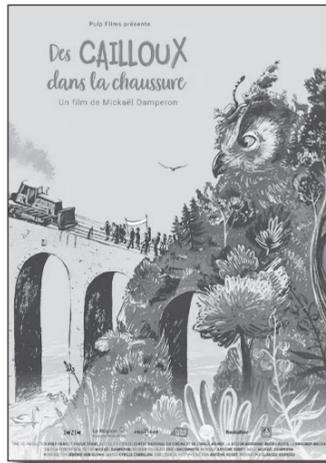
Film documentaire, 2023, sorti le 22 février 2023, durée 74 min, visible sur publicsenat.fr.

Nous sommes en 2020, et le confinement décidé par le gouvernement pour faire face à la pandémie a mis un coup d'arrêt à toutes les luttes. Toutes ? Non. Car un village du Royans peuplé d'irréductibles VertacomorienEs¹ a réussi à faire plier Benoît Gauthier, un riche entrepreneur qui voulait faire du Mont Vanille une carrière de pierres.

Empêcher par tous les moyens un projet extractiviste

Des cailloux dans la chaussure, un documentaire réalisé par Mickaël Damperon et produit à l'aide d'un financement participatif, raconte la lutte des habitantEs de Saint-Nazaire-en-Royans pour défendre leur environnement contre ce projet extractiviste imposé par le précédent maire. De mèche avec le carrier, celui-ci avait signé un accord dans le dos de la population et du conseil municipal. Or, le projet s'avère dangereux et absolument destructeur pour les réserves en eau, le paysage et la biodiversité.

Le film nous fait suivre la mobilisation des habitantEs, qui utilisent tous



les moyens pour empêcher la réalisation de ce projet. En remportant les élections municipales avec une liste citoyenne, en contestant avec les moyens légaux, en s'appropriant les chemins de randonnée ou en menaçant de créer une ZAD, ils et elles parviennent à faire plier le préfet grâce à une lutte déterminée mais aussi profondément conviviale et créative. Il apparaît clairement

dans le film que la population est tout à fait capable de s'emparer des enjeux qui concernent son lieu de vie, y compris les documents rédigés par des technocrates... profondément incompetents ! On rigole à de nombreuses reprises de la bêtise abyssale de ces « experts » et autres « commissaires enquêteurs » si peu concernés par les enjeux écologiques, par l'avis et la vie des habitantEs. Avec l'aide d'associations écologistes et des compétences de chacunE, les mensonges, les fraudes et les coups de bluff contenues dans les dossiers remis à la préfecture par le carrier et l'enquête publique vont être dévoilés un à un, faisant passer ces derniers de l'entêtement arrogant à la panique.

Nécessité de la désobéissance civile

On retrouve, à une échelle plus locale, le même mépris pour les gens que celui qui caractérise notre gouvernement actuel, la même tendance à les considérer comme des idiotEs et à tenter de forcer leur consentement à des projets qui n'ont d'autre objectif que de dégager des profits

farameux pour quelques-uns. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on voit aussi la transformation que vivent beaucoup de ces primo-militantEs, de l'obéissance à la loi à l'affirmation de la nécessité de la désobéissance civile. Plusieurs scènes du documentaire sont à ce titre assez marquantes, comme celle de la consultation publique où le public n'a littéralement... pas le droit à la parole!

Si le récit de la lutte en lui-même est déjà particulièrement intéressant, on retient aussi du film les images magnifiques prises du Mont Vanille, du village et de son aqueduc. Parce que le Mont Vanille, situé dans les superbes paysages du parc régional du Vercors, abrite une biodiversité folle (dont un couple de hiboux grands-ducs) on comprend l'attachement des habitantEs à sa préservation. Elles et ils vont découvrir la richesse de ce lieu, parfois à quelques pas de leur habitation, mais qu'il fallait apprendre à regarder.

On ressort du film griséEs par la victoire, émerveillés par les paysages et plus alertes quant aux manipulations des pouvoirs publics et leurs tentatives de simuler le consentement des populations à travers leurs enquêtes d'utilité publiques. C'est un film idéal à projeter publiquement pour ouvrir les discussions.

Camille Nashorn

1 - Nom du peuple gaulois ayant donné son nom au plateau du Vercors

Livre

Une belle grève de femmes, d'Anne Crignon

Les Penn Sardin, Douarnenez, 1924, éditions Libertalia, 2023, 168 pages, 10 euros.

Au commencement était ce peuple de femmes, arrimées à la « fritur », les sardines de Douarnenez. La plupart sont femmes, sœurs, filles de pêcheurs et nombre d'entre elles les ont vus périr en mer. Autant dire que ces femmes sont, encore plus qu'ailleurs, celles sur qui tout repose.

Taillables et corvéables à merci

Dès 10 ou 12 ans, elles sont enrôlées, cachées car c'est interdit, mais comment faire autrement, avec les salaires de misère ! Taillables et corvéables à merci, le travail c'est quand débarque le poisson, quelle que soit l'heure, et jusqu'à ce que toute la pêche soit étêtée, vidée, lavée, frite, rangée dans des boîtes, elles-mêmes serties... Si cela doit être la nuit, si cela doit durer dix heures, douze heures, ou plus, beaucoup plus, sans dormir, avec les pauses réduites à leur plus simple expression...

Un jour, ça explose ! Elles arrêtent tout ! C'est alors l'avènement des

femmes de Douarnenez, l'émergence de la force collective de ces prolétaires qui s'ignoraient et qui s'apprennent à exister : « *Écoutez l'bruit d'leurs sabots / Voilà les ouvrières d'usine / Écoutez l'bruit d'leurs sabots / Voilà qu'arrivent les Penn Sardin* » !

Douarnenez, ville rouge !

Ce livre, c'est leur histoire ! L'histoire d'une grève de femmes en sabots, à la pointe de la Bretagne. L'histoire de la grève, son organisation, les manifestations quotidiennes dans

les rues et les venelles de la ville, face à la mer, en plein hiver — et l'hiver de Douarnenez... — l'engagement total de toute la population, la solidarité ouvrière, les soupes populaires servies chaque jour, avec le soutien des paysans... et c'est aussi l'histoire d'une victoire totale face à un patronat de combat, finalement désavoué par tous, y compris le préfet !

C'est aussi en 1924 l'engagement du Parti communiste qui envoie des cadres pour soutenir la grève — Charles Tillon, Lucie Colliard,

Cachin passeront par là — et qui donne un retentissement national à la lutte, organise de très importantes souscriptions. La mairie communiste sert de base arrière à la grève, et c'est là que sera élue la première femme conseillère municipale de France, Joséphine Pencalet — mais c'est une autre histoire. Chronique (à lire en écoutant la chanson) dédiée aux grévistes de Vertbaudet!

Vincent Gibelin

1 - Penn Sardin, de Madame Claude Michel. <https://www.youtube.com/watch?v=50VKs3g6DqQ>

Classique

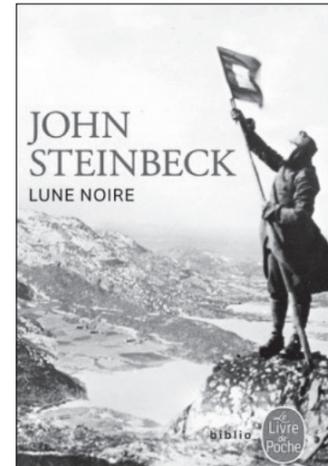
Lune noire, de John Steinbeck

Éditions Livre de Poche, 1996, 160 pages.

Dans ce petit roman publié en 1942, l'auteur des *Raisins de la colère* et d'*À l'est d'Eden* nous fait voyager dans le nord de l'Europe, dans un petit village qui connaît tout juste l'occupation nazie. S'ouvre alors une période nouvelle pour les habitantEs, pour le maire, pour le médecin. Une période où la vie paisible laisse place à la résistance : d'abord passive, puis concrète.

Incapacité pour une armée d'asservir un peuple dans le calme

Avec sa plume descriptive et précise, Steinbeck fait mouche pour pointer les limites de l'autoritarisme, mais surtout il démontre l'incapacité pour une armée d'occuper un pays et d'asservir un peuple dans le calme. Ici, des femmes et des hommes libres



dans leurs têtes acceptent les sacrifices mais refusent de porter des chaînes. L'armée allemande est alors prise de doute. Le lecteur parvient

à ressentir l'angoisse, la peur qui change de camp lorsque des personnes décident que, dorénavant, les choses vont changer.

Si l'on pense inévitablement à la Seconde Guerre mondiale, cette histoire a aussi des points communs avec les politiques de colonisation. On peut imaginer les mêmes ressorts — c'est-à-dire l'idée qu'un peuple occupé se bat toujours et qu'il n'y aura jamais de paix sans justice — pour parler de la résistance vietnamienne, algérienne, palestinienne et même aujourd'hui ukrainienne. Il faut lire ou relire ce livre et le diffuser autour de nous pour rappeler que l'espoir est toujours permis — même face aux pires horreurs — du moment que l'on croit en ses convictions et que l'on se donne les moyens de se battre jusqu'au bout.

Alexandre Raquet



CHATGPT « La notion de vérité est totalement absente de ChatGPT »

Entretien. L'intelligence artificielle apparaît pleine de promesses mais aussi pleine de dangers. **Hubert Krivine**, auteur du « Petit Traité de hasardologie » (éditions Cassini, 2018) et « Comprendre sans prévoir, prévoir sans comprendre » (éditions Cassini, 2018) distingue l'intelligence de la pensée, les données des connaissances.

Comment définirais-tu le ChatGPT?

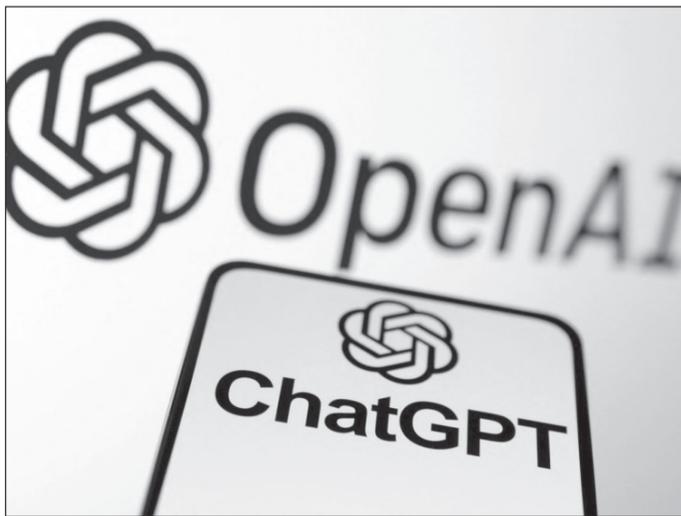
ChatGPT est une application particulière de l'intelligence artificielle (IA). L'IA peut-elle dépasser l'intelligence humaine? C'est peu précis, car l'intelligence n'est pas définie. Comme d'autres concepts, l'amour, le hasard ou Dieu, elle n'a pas de définition axiomatique. C'est l'ambiguïté qui fait son intérêt. Alan Turing, un des créateurs de la notion d'IA, esquive habilement la question en disant qu'il y a des « preuves d'intelligence ». Il a imaginé un dialogue entre une machine ou un homme (on ne sait pas) et un homme (ou une femme). Au fil du dialogue, l'homme ou la femme qui interroge doit deviner s'il a affaire à un être humain ou une machine. S'il ou elle n'arrive pas à faire la distinction, on dit que c'est la machine qui est intelligente. C'est malin, mais c'est semi-convaincant. Ces discussions sur l'IA sont polluées par un effet de loupe, en mettant en avant les résultats les plus stupéfiants, ceux qui marchent extrêmement bien, mais il y a aussi des résultats grotesques. L'autre effet de loupe, c'est la polarisation des grands concepteurs de l'IA : il y a, d'un côté, Yann Le Cun, le pape de l'IA en Europe, qui croit que l'IA va dépasser à terme l'intelligence humaine et, de l'autre, Noam Chomsky ou Luc Julia qui n'y croient absolument pas. Le fait qu'ils y croient ou n'y croient pas entraîne facilement un biais de confirmation : les gens vont chercher chez eux la confirmation de leurs idées préconçues.

L'ancienne IA, elle, fonctionne de façon experte et explicable et repose sur un raisonnement de type : « si », « alors ». Donc sur une logique déductive : une base de données est interrogée, et la machine répond car elle a été instruite. C'est la même chose pour la traduction, et en général c'est très mauvais.

Aujourd'hui, l'ancienne IA est remplacée par le data mining, c'est-à-dire la recherche de corrélation sur des milliards et des milliards de données. Cette démarche est fondée sur l'induction, c'est-à-dire quand une propriété est vraie n fois, elle est vraie n+1 fois. Exemple : tes parents ont vécu jusqu'ici quelques milliers de jours, ils vont vivre un jour de plus, et toi aussi d'ailleurs. L'induction se contente de projeter, d'anticiper ce qu'elle connaît déjà. Les changements sont lents, donc ça fonctionne, mais il faut se méfier. Autre exemple d'induction sans théorie, la loi de Moore qui dit que tous les deux ans il y a un doublement de la puissance de calcul. C'est une donnée empirique et ça ne marche pas. Au bout d'un moment, ça sature. Il en va de même pour les extrapolations en IA. C'est faux mais pratique. C'est faux parce que les corrélations n'indiquent pas forcément une causalité. C'est faux, parce que sur les réseaux, les fake news sont majoritaires.

Oui, d'ailleurs, quel est le périmètre des milliards de données dans lesquelles ChatGPT pioche ?

Tout est dans le prompt, dans la requête que tu fais. C'est essentiel



pour que ChatGPT marche un peu. Il y a maintenant une véritable usine de fabrication de prompts qui permettront de trouver des résultats un peu plus en accord. Il faut savoir que les données ne sont a priori pas triées. Tout est ajouté n'importe comment. C'est une démarche complètement différente de celle des sociologues quand ils font des analyses, parce qu'eux opèrent par quotas, ce qui change tout pour les biais.

Je veux insister sur le fait que l'évolution est dominée par les événements rares. C'est vrai en géologie, c'est vrai dans le domaine de la connaissance. Par exemple, la collision de la Terre avec Theia il y a 4 milliards d'années qui va donner naissance à la Lune est un événement extrêmement rare. On ne serait pas là, s'il n'y avait pas eu ça. Très peu de connaissances sont révolutionnaires. Il y a la théorie de la relativité ou la mécanique quantique qui ont complètement changé notre vie. Par construction, ces événements rares et exceptionnels mais décisifs sont rares dans le Big Data. Quand on ratisse large, on marginalise.

La science qui veut choper ces éléments exceptionnels ne peut pas fonctionner par induction, car elle les loupe souvent. ChatGPT est erronément utilisée comme Wikipédia, qui pioche dans des connaissances humaines pré-digérées par des humains. ChatGPT, c'est différent : il pioche tout, y compris les poubelles. Quand tu l'interroges, la notion de vrai disparaît complètement ; ce qui compte c'est la notion de « statistiquement arrivant ». La notion de vérité est totalement absente de ChatGPT, ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut en sortir quelques fois quelque chose. Le mélange de vrai et de faux est infiniment plus toxique que le faux pur.

Il faut distinguer la pensée de l'intelligence qu'on peut définir comme une réaction d'adaptation d'un être vivant aux modifications de son environnement. Avec une définition si générale, les plantes sont intelligentes, les bactéries aussi. On peut être intelligent sans avoir de cerveau. Cette forme d'intelligence peut être consciente ou pas, individuelle ou collective. La

ChatGPT pioche tout, y compris les poubelles

pensée va au-delà, elle n'est pas nécessairement une réponse à un problème. Elle peut tourner autour de la curiosité, l'envie, l'enthousiasme, l'empathie, l'amour... La pensée nécessite un cerveau. La pensée n'exclut pas l'intelligence mais elle est plus générale. ChatGPT va augmenter une double inégalité : ceux qui ont accès au net et ceux qui ne l'ont pas, ceux qui ont un capital culturel, comme dirait Bourdieu, et ceux qui ne l'ont pas

Le bon usage de ChatGPT ne nécessite-t-il pas de définir le périmètre des données mais aussi le but social et politique qu'on lui donne ?

C'est le sort de bien des nouveautés scientifiques si on veut qu'elles deviennent des progrès scientifiques. Les découvertes scientifiques ne sont pas en soi négatives. Cela dépend de ce qu'on en fait. Il y a une vision, malheureusement un peu majoritaire dans la « gauche », qui considère qu'il y a des inventions scientifiques qui sont taboues, nécessairement négatives. Pour moi, non, tout dépend de la société.

Il faut distinguer la pensée de l'intelligence

Quel impact aura ChatGPT dans certains secteurs où cela peut supprimer des emplois et est-ce qu'on crée un monstre ?

Il y a des milliards de dollars consacrés à l'IA avec l'idée qu'il ne faut pas louper le coche. Ces milliards seraient plus utiles dans l'éducation générale des citoyens. Elle est l'idée des transhumanistes, des gens qui pensent qu'on peut améliorer le cerveau ? Selon eux, nous provenons de stromatolites existants il y a 3,5 milliards d'années, des cyanobactéries sans cerveau, et, à la suite de l'évolution, nous sommes arrivés là où nous en sommes. Nous ne croyons pas à une force vitale mystérieuse qui expliquerait cela. On a mis 3 ou 4 milliards d'années pour obtenir ce résultat. Eux disent qu'avec l'IA, ces expériences peuvent se répéter extrêmement vite. Ils ne comprennent pas que le développement de la pensée a été contingent, est passé par une suite de bifurcations, de surprises. Dans la vraie vie, qui est un phénomène physique, les périodes de renouvellement prennent du temps. Il y a un temps physiologique et biologique inévitable. Le développement de la vie et du cerveau est contingent et nécessite un temps incompressible. Rien n'assure la fabrication possible d'un cerveau de type nouveau.

Est-ce qu'il peut y avoir une utilisation humaniste et socialisante de cet outil de collecte de données ?

ChatGPT (dans une forme améliorée par rapport à l'actuelle) fait partie du patrimoine de l'humanité. Dans la recherche scientifique, très peu de domaines y échappent. Mais ChatGPT et l'IA ne font aujourd'hui qu'anticiper sur les profits, et anticiper ce n'est pas comprendre.

Propos recueillis par Olivier Besancenot

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA DÉFENSEURE DES DROITS DEMANDE LA SUPPRESSION DE L'AMENDE FORFAITAIRE DÉLICTUELLE.

La juriste Claire Hédon, à la tête de l'autorité administrative depuis 2020, a préconisé la suppression de l'amende forfaitaire délictuelle (AFD), un mode de sanction pénale alternatif aux poursuites judiciaires pour une centaine de petits délits, un dispositif censé alléger les procédures mais critiqué.

Instituée en 2016, l'AFD est une amende dressée en flagrant délit par un policier ou un gendarme sur un appareil mobile et qui vaut condamnation et inscription au casier judiciaire, comme pour tout délit, ce dont n'ont pas toujours conscience les personnes qui pensent s'en être sorties avec une contravention, explique la Défenseure dans son communiqué.

La procédure d'amende forfaitaire, réservée à l'origine aux contraventions, a été élargie aux délits routiers en 2016, avant d'en concerner d'autres. Pèle mèle, l'usage de stupéfiants, l'occupation illicite de terrain public ou privé, ou l'occupation des halls d'immeuble.

Dans son avis, la Défenseure des droits relève « de très nombreuses difficultés dans la mise en œuvre de la procédure de l'AFD qui compromettent le respect des droits des usagers ». À commencer par « le risque d'arbitraire et de disparités de traitement contraires au principe d'égalité devant la justice » alors que le choix de recourir ou non à cette sanction repose seulement sur l'appréciation de l'agent.

[...] Dans sa loi 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI), le gouvernement [...] avait initialement prévu d'étendre la procédure de l'amende forfaitaire délictuelle à tous les délits punis d'une seule peine d'amende ou d'un an d'emprisonnement au plus, soit près de 3 400 délits. Au terme d'un compromis entre le Sénat et le gouvernement, l'élargissement ne concernera finalement que 85 nouveaux délits, tels que les tags, le délit d'entrave à la circulation ou encore l'usage injustifié du signal d'alarme dans les trains.

« La Défenseure des droits demande la suppression de l'amende forfaitaire délictuelle », Libération, 31 mai 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire : _____
www.lanticapitaliste.org